

RAYMOND CREYTENS O.P., *L'obligation des constitutions dominicaines d'après le B. Jean Dominici O. P.*, in «Archivum Fratrum Praedicatorum» (ISSN 0391-7320), 23, (1953), pp. 195-235.

Url: <https://heyjoe.fbk.eu/index.php/afp>

Questo articolo è stato digitalizzato della Biblioteca Fondazione Bruno Kessler, in collaborazione con l'Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum all'interno del portale [HeyJoe](#) - *History, Religion and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe è un progetto di digitalizzazione di riviste storiche, delle discipline filosofico-religiose e affini per le quali non esiste una versione elettronica.

This article was digitized by the Bruno Kessler Foundation Library in collaboration with the Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum as part of the [HeyJoe](#) portal - *History, Religion, and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe is a project dedicated to digitizing historical journals in the fields of philosophy, religion, and related disciplines for which no electronic version exists.



Nota copyright

Tutto il materiale contenuto nel sito [HeyJoe](#), compreso il presente PDF, è rilasciato sotto licenza [Creative Commons](#) [Attribuzione-Non commerciale-Non opere derivate 4.0 Internazionale](#). Pertanto è possibile liberamente scaricare, stampare, fotocopiare e distribuire questo articolo e gli altri presenti nel sito, purché si attribuisca in maniera corretta la paternità dell'opera, non la si utilizzi per fini commerciali e non la si trasformi o modifichi.

Copyright notice

All materials on the [HeyJoe](#) website, including the present PDF file, are made available under a [Creative Commons](#) [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](#). You are free to download, print, copy, and share this file and any other on this website, as long as you give appropriate credit. You may not use this material for commercial purposes. If you remix, transform, or build upon the material, you may not distribute the modified material.



L'OBLIGATION
DES CONSTITUTIONS DOMINICAINES
D'APRÈS LE Bx. JEAN DOMINICI O. P.

PAR
RAYMOND CREYTENS O. P.

Les constitutions qui règlent la vie et l'action des ordres religieux dans l'Église soulèvent un problème moral grave et délicat: quelle est la nature, quelle est l'étendue de l'obligation inhérente à la législation propre de chaque institut ? Si étrange que cela paraisse, à cette question vitale on n'a pas encore donné de réponse entièrement et universellement satisfaisante. De nos jours comme dans le passé, historiens, juristes, théologiens, s'intéressent au problème¹. L'ordre des Frères Prêcheurs ne fait pas exception à la règle. Voici plus de sept siècles que ses meilleurs moralistes et canonistes se sont attelés à la besogne, et malgré leurs efforts le débat recommence sans cesse. La chose ne surprendrait pas s'il était entendu que l'obligation des lois de l'Ordre peut varier d'un siècle à un autre, chaque génération ayant à discuter le problème et à formuler une doctrine en fonction de ses besoins. Mais il n'en est pas ainsi dans l'Ordre des Prêcheurs. Depuis toujours ses théoriciens se réclament d'une solution donnée par S. Dominique, et solennellement proclamée par le chapitre généralissime de Paris, en

¹ Citons parmi les dernières publications: C. Mazón, *Las reglas de los religiosos*, Romae 1940 (*Analecta Gregoriana*, vol. XXIV); H. Woroniecki, *De legis sic dictae poenalis obligatione*, dans *Angelicum* 18 (1941) 379-386; id., *De lege poenali quaedam elucidationes*, dans *Angelicum*, t. XXIV (1947) 285-288; J. B. Pasciak, *De oboedientia religiosa secundum D. Thomam et Thomistas*, Romae 1945; G. Pace, *Le leggi mere penali* (*Bibl. del «Salesianum»*, t. I) Torino 1948; G. Meersseman, *La loi purement pénale d'après les statuts des Confréries médiévales*, dans *Mélanges Joseph De Ghellinck*, t. II, Gembloux 1951, 975-1002; P. Philippe, *La portée du vœu d'obéissance*, dans *La Vie spirituelle* 86 (1952) 509 ss.; W. H. Kane, *Utrum religiosi inoboedientia duplicem malitiam habeat?*, dans *Angelicum* 29 (1952) 190-192; J. Tonneau, *Les lois purement pénales et la morale de l'obligation*, dans *Revue d. sciences phil. et théol.* 36 (1952) 30-51; P. Séjourné, article: *vœux de religion*, dans *Dictionnaire de Théol. cath.* t. XV 2, 3234-81.

1236, dans une déclaration célèbre: « Constitutiones nostrae non obligant nos ad culpam, sed ad poenam; nisi propter contemptum vel praecceptum »².

Si cette formule était absolument univoque, si elle n'admettait pas des interprétations divergentes, voire opposées, le débat serait clos depuis longtemps, le problème qui nous occupe n'aurait pas d'histoire. Mais c'est un fait que les interprétations les plus variées se sont succédées au cours des siècles, bien que la plupart d'entre elles soient peu connues aujourd'hui. Nos historiens, en effet, nos juristes, nos théologiens, quand ils abordent la question, se contentent d'ordinaire de citer, pour le moyen-âge, Humbert de Romans et S. Thomas d'Aquin, pour les siècles qui suivent, Thomas Cajetan et Pierre-M. Passerini. Il s'en faut pourtant que ces auteurs soient les seuls qui en ont traité et qui aient proposé des solutions plus ou moins valables. Beaucoup d'hommes distingués ont étudié la question et tenté d'y répondre. Leurs opinions sont loin d'être méprisables, et quelques-unes méritent encore aujourd'hui notre attention. Nous nous proposons d'en examiner une qui nous paraît digne de l'être, ne fût-ce que par la personne de son auteur.

L'AUTEUR

Jean Dominici de Florence (1357-1419), dominicain à Santa Maria Novella (1374), théologien et canoniste, religieux fervent et orateur brillant, prédicateur animé d'un zèle apostolique, consacra peut-être le meilleur de ses forces à la réforme des provinces italiennes de son ordre, qu'avait entreprise le maître général, Bx. Raymond de Capoue (1380-99). Le pape Grégoire XII, qui le promut archevêque de Raguse et le créa cardinal-prêtre de Saint-Sixte (1408), en fit son conseiller intime³. En cette qualité Jean Dominici contribua efficacement à l'extinction du grand schisme d'Occident (1418). Il mourut à Budapest

² Mon. O. P. hist. III, 8. — Quelques auteurs, partisans de la théorie de Cajetan, admettent une évolution dans la doctrine de l'Ordre. Avant 1236 les Constitutions obligeaient en conscience. « Ante cuius textus aeditionem in secundo capitulo generalissimo ordinis factam, ad minus erat peccatum veniale transgressio cuiuscumque constitutionis »; cf. A. de Hinojosa, *Directorium decisionum regularium*, Matriti 1627, fol. 146^v. Voir également note 20. Humbert de Romans affirme cependant que S. Dominique tenait la même doctrine; cf. Humberti de Romanis, *Opera de vita regulari*, t. II, 46, éd. J. J. Berthier, Romae 1889.

³ G. M. Löhr, *Die Mendikantenarmut im Dominikanerorden im 14. Jahrhundert, nach den Schriften von Johannes von Dambach O. P. und Johannes Dominici O. P.*, dans *Divus Thomas (Freib.)* 18 (1940) 385-427; bibliographie principale, p. 415.

(10. VI. 1419), au cours d'une légation apostolique, laissant plusieurs écrits de caractère ascétique et pédagogique, entouré d'une auréole de sainteté que l'Église approuva dans la suite (9. IV. 1832), en reconnaissant le culte immémorial qui lui était rendu. L'opinion d'un pareil homme a beaucoup de poids dans une controverse touchant de près la vie régulière d'un ordre religieux. De plus, la doctrine de Jean Dominici influa sur celle des moralistes ses contemporains, notamment S. Antonin de Florence ⁴, ce qui ne manquera pas d'intéresser les historiens. Enfin la théorie de Jean Dominici provoqua chez les adversaires de la réforme, dont Raphaël de Pornasio était le porte-parole ⁵, une réaction vive, qui ajoute encore à son importance historique. L'ouvrage où elle est exposée mérite donc notre attention à plus d'un titre.

L'OUVRAGE

Jean Dominici étudie la nature et l'étendue de l'obligation des constitutions dans les chapitres 4 et 5 d'un traité sur la pauvreté dominicaine, traité qu'on appelle d'ordinaire « *Tractatus de proprio* » mais dont le vrai titre est: « *An liceat fratribus Praedicatoribus in communi vel particulari possessiones habere* ». Il est inédit et se trouve, à notre connaissance, dans trois manuscrits: 1^o Bamberg, Staatsbibliothek ⁶, Cod. theol. 117 (Q. III. 39^a); f. 201-250^v.; 2^o Florence, Biblioteca Nazionale Centrale ⁷, Cod. C. 9. 1121, f. 1-63; 3. Nürnberg, Stadtbibliothek ⁸, Cod. Cent. III. n. 83. En étudiant la querelle de la pauvreté dans l'Ordre dominicain au 14^e siècle, le Père G. Löhr a examiné l'opuscule, et relevé les théories propres de son auteur ⁹. Il n'est donc pas nécessaire de nous y arrêter. Rappelons seulement que le « *De proprio* » fut écrit entre 1401 et 1403, à la demande de Frédéric Frezzi de Foligno, provincial romain ¹⁰. Jean Dominici n'a pas, on le voit — et il importe

⁴ Antoninus Florentinus, *Summa*, P. III, tit. 16, c. 1, § 13 (éd. Venise 1571, f. 281 ss.).

⁵ Raphael de Pornasio O. P., *Tractatus de communi et proprio religiosorum, Urbeveteri* 1851, 12.

⁶ Fr. Leitschuh-H. Fischer, *Katalog d. Handschriften d. königlichen Bibliothek zu Bamberg*, Bd. I, Abt. 1, Bamberg 1895-1906, 699. — Inc. Prol.: *Inter homines milicie balteis insignitos*; Inc. Tract.: *Ortum dubium noverca virtutum avaricia natum*.

⁷ Fr. Orlandi, *La biblioteca di S. Maria Novella in Firenze dal sec. XIV al sec. XIX*, Firenze 1952, 110-111. — Manque le prologue du traité.

⁸ Incomplet d'après G. Löhr, *Die Mendikantenarmut*, 417 n. 1.

⁹ Cf. Löhr, *Die Mendikantenarmut*, 415-427.

¹⁰ Löhr, *Die Mendikantenarmut*, 417.

de le retenir — étudié pour elle-même et séparément l'obligation des constitutions de son ordre; il en a traité dans le cadre d'un ouvrage plus vaste, et en fonction de cet ouvrage, dont le titre fait assez connaître le but et la tendance.

Cette préoccupation de l'auteur, et le caractère polémique de l'écrivain, n'ont pas favorisé l'exposé d'une doctrine, déjà fort obscure en elle-même. Les digressions où il se laisse entraîner embrouillent ses développements, et rendent souvent l'intelligence bien ardue. Il faut faire effort pour élucider sa pensée, discerner les idées et les grouper, dégager les grandes lignes du système et le mouvement de l'argumentation, vérifier la valeur des prémisses et la logique des conséquences qu'il en prétend tirer, pour établir sur ces conclusions la nature et le degré d'obligation des constitutions dominicaines. C'est à quoi nous allons nous appliquer de notre mieux.

LA DOCTRINE

La profession dominicaine.

Pour Jean Dominici la profession dominicaine consiste d'abord et essentiellement dans le vœu d'obéissance. Le dominicain fait profession d'obéir à Dieu, et au représentant de Dieu, S. Dominique, fondateur et chef permanent de l'Ordre des Prêcheurs : « Ego N. facio professionem, et promitto oboedientiam Deo et beato Dominico »¹¹. L'objet premier de ce vœu, sa matière propre et immédiate, c'est l'obéissance, la soumission parfaite de la volonté à celle de S. Dominique. Celle-ci est inscrite, exprimée, indubitablement et clairement manifestée dans les Constitutions données à l'Ordre par le fondateur, qui avait d'ailleurs associé ses premiers compagnons à son œuvre législatrice. Après la mort du saint patriarche son autorité suprême passa au chapitre général de l'Ordre. Les lois que les Pères capitulaires ajoutent aux siennes prolongent en quelque sorte son activité terrestre, expriment, elles aussi, sa volonté de chef. Le code des lois ainsi promulguées, voilà l'autorité à laquelle le dominicain promet tout d'abord de se soumettre, la volonté à laquelle il fait vœu de conformer et de subordonner la sienne. Cela s'appelle « Constitutions » parce que l'expression en est censée être durable, permanente, perpétuelle.

¹¹ Le nom de S. Dominique fut inséré dans la formule de profession en 1256; cf. Mon. O. P. hist. III, 78.

Praecepta et Mandata.

Les constitutions dominicaines, en raison de leur origine, lient donc les consciences des profès de l'Ordre. Mais elles n'obligent pas uniformément, ni toutes au même degré. Appliquant aux lois de son Ordre une distinction courante de son temps, notre moraliste y discerne des *praecepta* et des *mandata*. La langue française, ni aucune langue moderne, croyons-nous, ne possède des termes techniques rigoureusement équivalents à ces deux notions. Nous nous servirons donc des vocables latins, conformément à la définition de Jean Dominici: « Mandatum consistit inter consilium et preceptum; est enim ultra consilium et citra preceptum. Mandatum enim cogit sicut et preceptum, et peccatur si non adimpleatur, et in hoc differt a consilio et accedit ad preceptum »¹². A la lumière de cette définition Jean Dominici discerne dans les Constitutions dominicaines des commandements proprement dits, des *praecepta*¹³ et des normes ou directives d'action moins rigoureusement obligatoires, les *mandata*. Les premières, comme tous les *praecepta*, obligent sous péché mortel. Les autres comportent une obligation moindre, mesurée, dans chaque cas, par l'intention du législateur, par l'intensité de sa volonté. Obligation moindre, mais réelle. Les constitutions de cette espèce ne sont pas de simples conseils qu'on serait libre d'observer ou non. Elles sont, elles aussi, l'expression d'une volonté à laquelle on a promis d'obéir, elles émanent d'une autorité légitime, qui a prise sur ses sujets en raison de leur vœu. D'où cette doctrine de Jean Dominici: « Credo omnia in regula et constitutionibus contenta, sub mandato contineri, cum scribantur ut servantur, et non relinquunt liberam voluntatem sicut faciunt simplicia consilia. Et si aliquibus circumstantiis aggravantur, faciliter dixerim equipollere preceptis, sicut de possessionibus non habendis credo posse concedi »¹⁴.

¹² Voir plus loin p. 215. — Voir l'explication de cette même doctrine chez Humbert de Romans, *Questiones circa statuta ordinis Predicatorum*, dans *Archivum Fratrum Praed.* 21 (1951) 210 s.; *Opera de vita regulari*, t. II, 52.

¹³ Telles étaient, selon Humbert de Romans, les constitutions: 1) de non statuendo aliquid, nisi per tria capitula; 2) de non tondenda vel induenda muliere, vel recipienda professione eiusdem; 3) de repellendo incorrigibilem de nostra societate; 4) de non procurando quod cura mulierum Ordini committatur; 5) de servanda totali forma electionis Magistri; 6) de non immutando aliquid circa statum Ordinis, vacante Magisterio; 7) de appellationibus non faciendis; 8) de secretis non revelandis; 9) de non laborando quoquo modo ad Ordinis divisionem; 10) quod non fiat praedictum prioribus (provincialibus) a fratribus diffinitoribus, et e contrario, et quod in hoc nullus obediat; cf. *Opera de vita regulari*, t. II, 53.

¹⁴ Voir p. 215.

Ce qui n'est point précepte rigoureux n'en demeure pas moins obligatoire. Mais il y a une gradation riche en nuances dans cette obligation. Il arrive même, au bas de l'échelle, qu'en certains cas, et en raison des circonstances, l'obligation s'amenuise jusqu'à disparaître temporairement. Cessation passagère, conditionnée par un motif juste, et qui entre dans les vues du législateur, lequel entend n'attacher à cette sorte de constitutions qu'une force obligatoire minimale. Non qu'il la veuille abaisser au niveau d'un conseil pur et simple, mais parce qu'il veut élargir autant que possible le champ d'action de la vertu d'équité, en étendre l'application au plus grand nombre possible de cas pratiques. Prudents et sages, les auteurs de ces lois entendaient faire confiance au jugement des religieux pour lesquels ils légiféraient. Ayant en vue surtout cette dernière catégorie de constitutions, les Pères capitulaires de 1236 ont pu écrire qu'elles n'obligent pas sous péché, c'est-à-dire que leur transgression n'entraîne pas toujours et nécessairement une faute morale: « Nec est culpa, si rationabili causa agatur contra statuta. Ideo fuit dictum: non obligent ad culpam »¹⁵. Ces actions, raisonnablement motivées, n'allaient, ni contre l'intention des supérieurs législateurs, ni par conséquent contre le vœu d'obéissance et n'en perdaient donc pas le mérite¹⁶.

Ordres et sentences des chapitres généraux.

Les chapitres généraux exercent leurs pleins pouvoirs et leur autorité suprême en faisant des lois: les Constitutions. Ils l'exercent encore en rendant la justice selon le droit de l'Ordre, parfois en séance plénière, plus souvent en déléguant des juges¹⁷. Ils donnent, enfin, des ordres, exécutoires à tous les échelons de la vie dominicaine: provinces, cou-

¹⁵ Voir p. 212.

¹⁶ Nous sommes bien loin de la position d'un Hinojosa, qui, à la suite de Cajetan, déclare: « Stat igitur voluntariam transgressionem (constitutionum) non esse culpam ex suo genere, et esse culpam ex opere operantis, quia negligenter operatur. Unde si religiosus diceret: nolo ire ad lectionem, nolo ieiunare, nolo servare silentium, et hoc, quia solum voluntarie non facio vel omitto, sciens quod ad id non obligor sub peccato, tunc nulla culpa, etiam venialis, intervenit in actu. Intervenit autem venialis in eo, qui vel ex negligentia omittit facere, vel si facit, negligenter facit, quia licet voluntarie possit omitti, si tamen non omittit, sed facit, id est, lectionem audit, ieiunia servat etc. tenetur debite facere; qui vero segniter facit vel servat praedicta, peccat venialiter, quia opponit actui de se voluntario indebitam circumstantiam »; cf. *Directorium*, f. 146^v-147^r.

¹⁷ On lit presque dans tous les actes des chapitres généraux: « sententias iudicium presentis capituli confirmamus »; cf. *Mon. O. P. hist.* III, 135, 140, 144, 150 etc.

vents, religieux. L'ordre des Prêcheurs ignore la séparation des pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif; le chapitre général les détient tous les trois. Jean Dominici ne s'explique pas sur ce point; il le suppose admis, personne ne le discutant. Comment l'eût-on fait quand un simple coup d'œil sur les actes capitulaires suffisait pour trancher le débat? Les mesures d'ordre judiciaire et exécutif y abondent. Les ordres donnés par les chapitres généraux, émanant, comme les constitutions, d'une autorité légitime, dont ils représentent comme elles la volonté, liaient donc comme elles les consciences des profès. Constitutions et ordonnances capitulaires différaient, les unes étant durables, les autres transitoires et temporaires. Mais cette différence n'influaient pas sur leur caractère obligatoire, identique dans les deux cas, et dans les deux cas, relevant du vœu d'obéissance, en tant qu'expression de la volonté à laquelle on a promis de se soumettre. Il s'ensuit que les degrés d'obligation, distingués plus haut à propos des constitutions, se retrouvent dans les ordonnances capitulaires. Il y a parmi elles des *praecepta*¹⁸, dont l'infraction est péché mortel, et des *mandata*, dont la transgression est tout au plus vénielle, quand une juste raison ne vient pas l'excuser tout à fait.

Hierarchie.

Les chapitres généraux interviennent régulièrement et normalement dans l'administration de l'Ordre, instituant par exemple, ou destituant les prieurs provinciaux et conventuels. Mais leur gouvernement, s'il peut s'étendre à tout, ne s'exerçait que durant une dizaine de jours, tous les ans. Ils ne pouvaient donc pas guider pratiquement la vie quotidienne du corps dont ils dirigeaient l'activité. Entre leur pouvoir suprême, mais intermittent, et leurs sujets et administrés, il fallait des intermédiaires permanents et autorisés: le maître général et les prélats subalternes. Ceux-ci veillent à l'exécution des ordres de l'autorité suprême, de ses volontés consignées dans le livre des Constitutions et dans les actes capitulaires. Subordonnés au fondateur-chef, et aux chapitres qui le représentent et le continuent, ils n'en sont pas moins des supérieurs véritables, ayant pouvoir de lier les consciences de leurs sujets, dont le vœu d'obéissance inclut celle qui leur est due, à tous

¹⁸ Voir p. ex. Mon. O. P. hist. IV, 413: « Volumus quod quilibet frater ordinis consimiliter *sub precepto* legat vel audiat omnes integraliter constituciones nostras ad minus quolibet anno semel »; d'autres exemples, t. IV, 284, 288, 300, 330-1, 333-4, 415-6, 419 etc.

les degrés de la hiérarchie, et jusqu'au dernier prier conventuel. C'est pourquoi leurs ordres, à tous les échelons, comportent la double obligation déjà signalée; *praecepta et mandata*. La force obligatoire en varie avec l'intention du supérieur, avec l'intensité de sa volonté obligatrice et impérative. Quand l'autorité parle, que ce soit dans l'ordre législatif, judiciaire ou exécutif, que ce soit à l'échelon suprême, moyen ou infime, une obligation, ou bien naît, ou du moins est susceptible de naître, selon le cas, et dans chaque cas, c'est la volonté du supérieur qui en mesure le degré.

Peines et pénitences.

Aux transgresseurs des Constitutions et des ordonnances capitulaires, aux religieux qui ne se conforment pas à un ordre reçu, les supérieurs peuvent et doivent imposer des peines, enjoindre des pénitences, chacun à son échelon et dans l'étendue de son ressort. Quelques-unes de ces peines sont prévues et déterminées, inscrites, soit dans les Constitutions, soit dans les actes capitulaires. Elles revêtent l'obligation propre aux unes et aux autres. Leur application pratique, et l'injonction de pénitences non déterminées par le législateur, constituant une nouvelle manifestation de la volonté autorisée, crée une nouvelle obligation, graduée et nuancée selon le principe énoncé. Ces pénitences sont le moyen par excellence pour expier la faute commise: « Si fecisti transgressionem, age penitentiam, et mundaris a culpa. Non mireris si dixi: mundaris a culpa, cum dictum sit: non obligant constitutiones ad culpam; nam secundum lucidam sancti doctoris doctrinam P. I. q. 48 a. 6 et clarius IV Sent. d. 46. q. 2 a. 3, nulla pena infertur sine culpa commissa vel committenda per se vel per alium »¹⁹. Les Constitutions imposent et fixent des pénitences, parce que les transgressions sont des fautes, car peine et faute sont corrélatives. Pour la même raison on distingue « coupes graves » et « coupes légères », d'après la gravité de l'infraction²⁰.

¹⁹ Voir plus loin p. 211.

²⁰ Voir p. 211-2. — Selon Cajetan, les vocables « culpa levis, gravis » sont des vestiges de l'ancienne législation, antérieure à 1236, selon laquelle les Constitutions obligeaient en conscience. « Statua illa de " de culpis " fuerunt edita in ordinem Praedicatorum antequam fuerit factum statutum illud de non obligando ad culpam, quoniam hoc statutum non a principio ordinis, sed fuit editum in secundo capitulo generalissimo anno Domini 1237 (lisez 1236) post editas constitutiones dicti Ordinis. Ideo per accidens remanserunt illa nomina gravis et levis culpa; » cf. Commentarium in II. II., q. 186 a. 9 ad 2. obiect. Il en est de même de la notion de « poena ».

Objections et réponses.

La théorie de Jean Dominici était loin de rallier tous les suffrages. Ses opposants — généralement les adversaires de la réforme et du retour à l'observance stricte — tenaient que les Constitutions et les peines, par elles prévues et fixées, obligeaient en conscience dans les seuls cas où un supérieur en imposait sous précepte l'observation: « Aiunt enim sic: nullus transgrediens constitutum citra preceptum vel contemptum peccat; pena est constitutum sine precepto et potest transgredi sine contemptu. Ergo transgressor non peccat »²¹.

Les tenants de cette opinion en cherchaient la justification dans la formule de profession. Les dominicains, disaient-ils, ne promettent pas d'observer les Constitutions, mais d'obéir aux préceptes des supérieurs. Les Constitutions, ne tombant pas directement sous le vœu d'obéissance, n'obligent pas en conscience. — L'argument ne pouvait guère embarrasser Jean Dominici, qui admettait les prémisses, mais en discutait les termes. Pour lui comme pour ses adversaires la profession dominicaine consiste dans le vœu d'obéissance au supérieur. Mais il n'entend pas comme eux ce dernier terme, et refuse d'en borner l'extension au maître général et à ses subalternes. A ses yeux les supérieurs par excellence de l'Ordre ce sont S. Dominique, ceux qui tiennent sa place pleinement et entièrement: les représentants de l'Ordre réunis en chapitre général. Les autres supérieurs viennent après, exerçant leurs pouvoirs sur un plan simplement exécutif. Rejeter cette définition du « supérieur », c'était dépouiller de leur force obligatoire les Constitutions et les ordonnances capitulaires, même celles que l'on regardait généralement comme des *praecepta*, aussi longtemps que le maître général ou un prélat quelconque ne les avait pas validées pour ainsi dire et confirmées par un précepte personnel. Personne dans l'Ordre n'admettait cette conséquence extrême. Pour l'éviter Jean Dominici élargit la notion de supérieur, recule ses limites au point d'y inclure cette autorité suprême par lui décrite, qui promulgue les lois de l'Ordre et les ordonnances capitulaires. Du coup, lois et ordonnances rentrent dans l'orbite du vœu d'obéissance, et peuvent lier en conscience les profès de l'Ordre.

Voir également Hinojosa, *Directorium*, f. 140^v, 146^v. — D'après ces auteurs, la Déclaration de 1236 n'exprime donc pas, contre l'avis d'Humbert de Romans, l'idée de S. Dominique et de ses premiers disciples.

²¹ Voir p. 208.

Mais, si les dominicains faisaient vœu d'obéir à leurs Constitutions, pourquoi donc, en émettant ce vœu, nommaient-ils le maître général ? Pourquoi disaient-ils « promitto oboedientiam tibi N. magistro generali ? ». La place faite au maître général dans l'acte de la profession aurait pu fournir une arme redoutable aux contradicteurs de Jean Dominici, car ils recouraient volontiers au texte de la formule de profession, dont ils donnaient une exégèse systématique et minutieuse²². Ils auraient pu dire que la mention du maître général circonscrivait le domaine du vœu, le restreignait à l'ordre exécutif et à l'autorité subalterne. Ils n'y pensèrent pas. Du moins Jean Dominici n'en dit rien. L'eussent-ils fait, ce bon canoniste²³ aurait répondu en juriste avisé, dressant contre la partie de la formule, qu'ils invoquaient, l'autre partie de la même formule, où il est dit : « Ego N. facio professionem... secundum constitutiones ordinis fratrum Praedicatorum ». Tous les canonistes voyaient l'essentiel de la profession religieuse dans les mots « facio professionem ». La promesse explicite d'obéissance, qui suit, n'était pas plus nécessaire que l'expression des vœux de pauvreté et de chasteté, sous-entendus l'un et l'autre sans détriment de la validité. Les trois vœux étant inclus dans les mots « facio professionem »²⁴, ceux-ci prononcés il n'était pas nécessaire de répéter la promesse d'obéissance, mais il était indispensable d'en déterminer l'objet, d'en délimiter l'étendue, d'en fixer la portée. Il fallait désigner clairement les normes qui régleraient la vie du profès. C'est pourquoi, dans la profession dominicaine les mots « secundum constitutiones ordinis fratrum Praedicatorum » complètent l'énoncé formel et constitutif. La mention expresse des Constitutions dans la formule de profession ne permet pas d'hésiter sur le sens et la portée de celle-ci et du vœu d'obéissance qu'elle renferme. La structure hiérarchique de l'Ordre, inscrite dans les Constitutions, fait le reste. Le dominicain promet d'obéir à l'autorité, telle qu'elle est dans l'institut où il entre librement. — Pourquoi donc ajouter les mots « promitto oboedientiam magistro generali » ? Jean Dominici ne traite pas la question. Nous répondons

²² Voir chap. V, p. 225 s.

²³ On s'en apercevra bientôt en lisant son traité. Presque tous ses arguments sont empruntés au Décret de Gratien, aux Décrétales et aux canonistes les plus fameux de son époque : à l'Archidiacre, à l'Hostiensis et à Jean André. Les *Regulae iuris* du Sixte sont aussi fréquemment citées ; rien d'étonnant, car, selon les dires de saint Antonin, Jean Dominici les commenta dans un de ses carêmes prêchés à Florence ; cf. *Chronicae*, P. III, tit. 23, c. 11, § 3 (éd. Lyon 1586 p. 682).

²⁴ Voir p. 230.

pour lui: cette répétition du vœu d'obéissance, avec mention spéciale du maître général, manifeste une nouveauté spécifique de la profession dominicaine, comparée à celle des religions plus anciennes, notamment à la profession monastique, qui en est le type. Le moine promet obéissance à son abbé, c'est-à-dire au chef suprême d'un monastère autonome, n'ayant au-dessus de lui aucun supérieur religieux qui pût commander à ses profès au nom et en vertu de leur vœu. Le droit commun de l'Eglise ne connaissait pas d'autres professions religieuses. Encore au xv^e siècle le juriste Nicolas Tudeschi (le Panormitanus) écrivait ces lignes: «*Secundum dispositionem iuris communis, quodlibet monasterium recognoscit caput de per se, scilicet abbatem vel priorem*»²⁵. En regard du droit commun ainsi formulé, l'usage dominicain faisait figure d'exception et d'anomalie. Le dominicain fait profession pour son Ordre, non pour un couvent de son Ordre. Son vœu d'obéissance le soumet d'abord au chef de l'Ordre, non au supérieur d'une maison de l'Ordre. Il promet d'obéir à l'autorité suprême, dont le maître général est le représentant visible dans l'ordre exécutif. Il convenait de marquer cette caractéristique dans l'acte de la profession²⁶. C'est ce qu'on faisait en nommant le maître général. La mention spéciale de ce dernier ne limitait donc pas l'obéissance au domaine du pouvoir exécutif. D'ailleurs, les mots «*selon les constitutions des Frères Prêcheurs*», qui suivaient, la replaçaient dans le cadre plus vaste de la hiérarchie dominicaine. La formule de profession tenait compte de ce cadre, puisqu'on y promettait d'obéir, d'abord à S. Dominique, ensuite seulement au maître général.

Si ceux qui niaient le caractère obligatoire des Constitutions dominicaines avaient tenté de justifier leur négation par la formule de profession, leurs objections se seraient heurtées à la dialectique du réformateur, brisées contre sa définition du supérieur, sa façon d'envisager les Constitutions comme un ordre donné par S. Dominique, chef

²⁵ Commentaire sur Grég. II, 19, 8 (éd. Venise 1578, Lib. II, fol. 22^v). — François Zabarella, canoniste fameux de la fin du xiv^e siècle, s'opposait à ce que le maître général de l'Ordre des Prêcheurs enlevât des couvents à la juridiction des supérieurs locaux pour les mettre sous celle d'un vicaire général, «*quia per hoc daretur commorantibus in eis causa minus merendi, cum religionis meritum precipue consistat in obediencia et abdicatione voluntatis*»; cf. *Archivum Fratrum Praedie*. 22 (1952) 373.

²⁶ Voir à ce sujet la déclaration du chapitre général de 1656 contre les religieux qui voulaient se soustraire à l'obéissance du maître général; cf. *Mon. O. P. hist.* XII, 382.

et supérieur permanent de la société qu'il avait fondée. Jean Dominici résume ses positions dans les lignes qui suivent: « Hec professio includit quidquid boni cetera professiones includunt. Nam per ultimum modum profitendi promittitur observantia regularis integraliter; iterum secundum regulam vivere et mores in melius secundum illam mutare promittit »²⁷.

En insistant sur l'obligation morale des Constitutions, le réformateur florentin supprimait une différence, souvent, voire généralement, regardée comme spécifique entre les Constitutions dominicaines et celles des autres religions. Toutefois, en sacrifiant cette distinction de nature et de qualité, il essayait d'en compenser la disparition en maintenant une distinction d'ordre pour ainsi dire quantitatif. Les Constitutions dominicaines, comme toutes les autres, comportent une obligation de conscience. Mais, à la différence des autres, elles s'imposent rarement, sous *péché mortel*²⁸, et souvent elles évitent même le risque de péché veniel, en faisant la part très large à la conscience individuelle, maîtresse de juger s'il y a, ou non, un motif juste qui rend licite l'infraction à la règle.

Prudence de la profession dominicaine.

Il est clair que dans cet ordre d'idées, la profession dominicaine ne pouvait plus s'appeler une « *professio cauta, immo cautissima* », au moins dans le sens que les adversaires de Jean Dominici attribuaient à cette qualification. Le réformateur florentin s'en rendit compte, et pour sauver la formule, devenue chère dans l'Ordre, il lui donna un autre sens. Selon lui, la forme de profession dominicaine était d'une sagesse prudente, parce qu'elle protégeait l'intégrité de l'observance régulière. Le dominicain en effet ne promet pas d'obéir tout court, mais d'obéir aux ordres de ses supérieurs dans la mesure où ceux-ci exercent leur pouvoir dans le cadre prescrit et défini par les constitutions. « Profitentes (in ordine Predicatorum) sibi reservant non posse per preceptum cogi a debito rigore ordinato descendere. Ad hec igitur mala cavenda, *cautissime* profitentur secundum scripta obedire prelati »²⁹. Cette explication fournissait aux promoteurs de la réforme

²⁷ Voir p. 234.

²⁸ Voir p. 234. — L'opposition entre « *culpa* » et « *preceptum* » prouve qu'il s'agit du péché mortel. Le sens de la Déclaration de 1236 serait donc: *Constitutiones nostre nos non obligant ad culpam [mortalem] nisi propter preceptum vel contemptum; sed obligant ad penam.*

²⁹ Voir p. 234.

une arme efficace contre les prieurs provinciaux et conventuels, dont l'hostilité à l'observance stricte troublait trop souvent les consciences de leurs meilleurs sujets, de ceux qui aspiraient à une vie religieuse conforme aux prescriptions des constitutions de l'Ordre. Il va sans dire que cette interprétation n'a plus rien de spécifiquement dominicain.

Voilà, sauf erreur, la doctrine de Jean Dominici sur la nature et l'étendue de l'obligation des constitutions dominicaines. Dans son traité elle se trouve à l'état dispersé. Nous avons réuni ces matériaux épars pour en former un système cohérent. Nous espérons ne pas avoir trahi la pensée de l'auteur. Le texte que nous publions permettra au lecteur de se former un jugement sur ce point.

IOHANNES DOMINICI O. P.

[De obligatione Constitutionum in Ordine
FF. Praedicatorum]

(Bamberg, Staatsbibl. Theol. 117 [Q. III. 39^a], ff. 217^v-226^r)*

Sane ad articulum quartum: *an scilicet constitutiones fratrum praedicatorum obligent suos professores*, indubie respondendum est quod sic. Hoc enim¹ notum est tam ex textu ordinante, mandante, precipiente et prohibente quam ex ratione. Ad quid enim forent conscripte, quare tam diligenter per anni circulum etiam in choro lecte et recitate et (218^r) frequenter per capitula generalia et provincialia, ut observentur, ad memoriam revocate, postremo quare tot pene taxarentur in eis contra prevaricatores earum, si penitus non obligarent! Dicuntur namque « constitutiones », quia constituunt, et ad quid sit operandum, in poste-

* Nous prenons comme base de notre édition le texte du ms. de Bamberg (B), qui est, au moins pour cette partie de l'opuscule, assez bon. Le ms. de Florence (F), que nous avons examiné aussi, abonde de fautes d'orthographe: testus pour textus, scriptura pour scriptura, egdomada pour ebdomada etc. Nous y avons noté aussi quelques fautes par homoeotéleutie et plusieurs omissions soit dans le texte soit dans les références au Décret et aux Décrétales. En quelques endroits, que nous signalerons chaque fois, il nous a aidé à corriger le texte de B. Partout où ms. B. porte « quitquid » ou « quidquit » nous avons écrit, sans avertir, « quidquid ».

Pour ce qui regarde les références aux Constitutions O. P., on pourra les trouver dans une des éditions suivantes: a) Archiv f. Literatur-und Kirchengeschichte des Mittelalters, V (1889) 530-564; b) Analecta s. Ord. Fr. Praed. III (1897-98) 31-60; 98-122; 162-181; c) Archivum Fratrum Praed. 18 (1948) 29-68.

¹ Enim hoc B.

rum edocendum sunt invente. Ait enim ius, Extra: De constitutionibus, capitulo ultimo: « Constitutiones non ad preterita, sed ad futura tantum extendi declaramus, cum leges et constitutiones futuris certum sit dare formam negotiis, non ad preterita facta trahi »^{1a}. Sed quod obligent ad culpam, potest unica evidenti ratione probari. Quilibet voluntarius actus contra essenziale ordinis approbati est culpabilis. Quelibet voluntaria transgressio constitutionum est actus voluntarius contra aliquod quod est essenziale ordinis predicatorum. Ergo omnis talis transgressio est culpabilis.

Maior est nota, cum quelibet voluntas, contra bonum relata, sit mala, et maxime contra essenziale illius boni². Sed minor pro tanto est nota, quia ipse constitutiones sunt de essentia constitutiva ordinis predicatorum. Iohannes enim Andreas³ super capitulo *Sane*, Extra: De regularibus et transeuntibus [ad religionem], tractans quare canonici regulares transire possint ad ordinem predicatorum cum regula sit eadem, dicit hoc esse propter constitutiones ipsius ordinis, ex quibus ordo dicitur artior. Verum quia in prologo dictarum constitutionum dicitur: « nolumus quod predictae constitutiones obligent nos ad culpam sed ad penam, nisi propter preceptum vel contemptum », ratione superiori pendente, tria principaliter in hoc articulo requiramus.

Primum: Numquid constitutionum transgressores obligentur ad culpam si taxatas penitentias aut taxandas non agunt?

Secundo: Quid sit illud preceptum quod transgredientes mortaliter peccant?

Tertio: Quid proprie debeat intelligi per contemptum?

Ad primum respondent aliqui quod non simpliciter, et eorum ratio est: quidquid continetur in constitutionibus, modificatur⁴ per id: non obligent nos ad culpam, sed ad penam. Modo ita constituuntur pene sicut alia constituta. Igitur ipse pene transgressores earum non obligant ad culpam, nisi pene contempnerentur aut containerentur sub precepto. Aiunt enim sic: nullus transgrediens constitutum citra preceptum vel contemptum peccat; pena est constitutum sine precepto, et potest transgredi sine contemptu. Ergo transgressor non peccat. Et confirmatur. Aliter enim sequeretur maiorem partem fratrum, ymo omnes

^{1a} Greg. 1, 2, 13 = Decret. Greg. IX, Lib. I, tit. 2, cap. 13.

² Illius boni F] illud bonum B.

³ Commentaire sur Greg. 3, 31, 10. — Ioannes Andreas, In tertium decretalium librum Novella commentaria, Venetiis 1581, f. 152^r.

⁴ modificatur F] mortificatur B.

fore in peccato. Quis enim est qui omnes constitutiones servet ad unguem? Et quis est qui faciat taxatas penitentias pro transgressionibus suis? vere nullus.

Sed si hoc est verum, non video unde non possum dicere veraciter: constitutiones et nichil convertuntur simpliciter; nichil enim et chymera et constitutiones ad nichil obligant. Derisorie ergo sunt scripte, et occupant frustra tempus et locum et mentem.

Responderent hii quod simile possem de evangelicis consiliis dicere, que non obligant ad culpam, nec ad penam, et tamen constat quod sunt salubriter scripta pro hiis qui volunt perfectam vitam amplecti. Dico quod, salva reverentia, responsio non valet. Nam sub lege evangelica pro voluntate uniuscuiusque licitum est, diversos gradus vivendi assumere, et assumptos servare, ut via respondeat patrie, de qua dicitur, licet possit de utraque glosari, « in domo patris mei mansiones multe sunt »⁵. Ideo predicationi⁶ consiliorum additum est: « qui potest capere, capiat », Matt. 19 [12]. In ordine autem predicatorum hoc non licet, ymo facte sunt constitutiones ad hoc, ut sit conformitas in vita, in habitu et moribus, sicut ex regula precipitur haberi « cor unum et animam unam in Domino », sicut dicitur in prologo dictarum, in quo expresse ponitur, quod « nulli mutare, addere vel minuere liceat ». Non autem proponitur intranti ordinem predicatorum, quod observabit constitutiones si (218^v) volet, et si nolet, non obligabitur, sed expresse et particulariter oppositum sibi monstratur. Item secundum hoc responsum, culpabiles essent quicumque servarent constitutiones, maiori parte fratrum oppositum agente; nam illi transgressores non sunt culpabiles, sed sunt perfecti fratres predicatorum, et isti per observantiam constitutionum in qua nullum laudabile consistit, ex quo oppositum non culpabile neque vituperatione dignum, inducunt deformitatem, divisionem et scisma, que sunt summe cavenda in qualibet particulari religione, et pro summo malo caventur in prologo et in fine⁷ constitutionum papalium. Ergo tales inimici ordinis et destructores eiusdem, essent totaliter extirpandi et de vita tollendi. Hec qui dixerit, videat conscientiam suam, si tamen habeat, et recordetur, si oculos habet ad videndum, « qui nitebantur occidere iustum, quia, inquit, est contrarius operibus nostris », Sap. 2 [12].

⁵ Ioan. 14, 2.

⁶ predicationi F] predicatori B.

⁷ in fine constitutionum papalium F] in fine scilicet in constitutionibus papalibus B. cf. Greg. 3, 35, 3.

Aliter dicunt alii, scilicet quod constitutiones non obligant ad culpam transgressores earum, penas subeuntes, taxatas aut taxandas, actu vel habitu, ita intelligendo: quod si pena est taxata — ut qui fregerit septies silentium inter duo capitula, que singulis noctibus debent celebrari, in uno prandio sedeat in terra, absque alia insinuatione, illam assumat; si autem taxata non est, sed arbitrio presidentis commissa, tunc sit paratus, se in capitulo accusando, penam sibi dandam obedienter subire; hanc ⁸ autem si non fecerit, obligatur ad culpam. Hec responsio sive positio fundatur ex dictis sancti doctoris II^a II^e q. 186 a. 9 ad primum argumentum.

Iuxta hanc veritatem est sciendum, quod in constitutionibus aliqua ponuntur rememorative, aliqua ordinative et aliqua simpliciter negative, necnon aliqua supponuntur sicut per se nota.

De primis sunt ieiunia ab ecclesia statuta in capitulo: de ieiunio ⁹, de quorum transgressionibus, facta penitentia prelati, vel non facta, adhuc culpa remanet, nisi per contritionem et sacramentalem confessionem ac integram satisfactionem, dico contritionis, deletur. Ille enim pene dantur, non quia egit contra ecclesiam, sed quia egit contra constitutiones. De hiis dicit Archidiaconus ¹⁰, 14 q. 1, [c.]: *Quisquis*: « sepe, notat, illud quod est preceptum, consulitur et suadetur; 28 q. 1, ¹¹, [c.]: *Sic enim* ¹²; et tunc facere contra consilium est peccatum mortale, non ex eo quod est consilium, sed ex eo quod est preceptum ». Ex hoc patet quod multa habentur in constitutionibus fratrum predicatorum, que transgressores obligant ad peccatum.

Ordinative dicuntur poni ¹³ que de se non sunt quidem de genere bonorum aut malorum, sed de ornatu et decentia religionis; huiusmodi sunt modus cantandi, ieiunia ad libitum, inclinationes, silentium, esus negatus carniurn et huiusmodi. Pro hiis taxantur pene vel taxande committuntur prelati, quas qui fecerit et a transgressione cessaverit, sine culpa est; verbi gratia: si quis sine licentia et magna necessitate carnes comederit, si veniam in capitulo petit, tres disciplinas ibidem debet recipere et tribus diebus in pane et aqua ieiunare, sicut habetur

⁸ hanc F] has B.

⁹ Const. O. P. Dist. I, c. 4.

¹⁰ Commentaire sur Grat. 2, 14, 1, 3 = Decret. Grat. P. II, Causa 14, q. 1, cap. 3; Guidonis a Baiiso, Archidiaconi bononiensis, In Decretorum volumen commentaria, Venetiis 1577, f. 244^v.

¹¹ Quisquis... 28 q. 1 F] om. B.

¹² Grat. 2, 28, 1, 9.

¹³ poni F] ponere B.

in capitulo: de gravi culpa¹⁴. Ecce quod veniam debet petere, ergo de esu dolere et ab esu abstinere. Hoc facto, humiliter penitentiam suscipiat, et est sine culpa. Sed si perseverat, et penitentiam non facit, neque veniam petit, quis dubitat quod graviter peccat? Siquidem sic agendo contempnit. A minori ergo ad maius arguo. Si talis esus facit per contemptum mortale, de quo tamen esu licet pro loco et tempore prelati dispensare, quale peccatum erit possessiones tenere, in particulari vel in (219^r) communi, et nolle ab ipsis desistere, circa qualem dispensationem prelati nullam habent auctoritatem, sicut patet in capitulo: de capitulo generalissimo¹⁵. Scimus namque quod « peccati venia non datur nisi correcto »; Extra: De regulis iuris, in Sexto¹⁶.

Illa autem que negantur simpliciter, nulla adhibita pena taxata vel taxanda, non recompensantur pena, et ideo nullo modo fieri possunt, que qui fecerit, a gravi peccato se excusare non potest. Nam que pena compensantur, equipollent huic conditionali: si vis sine culpa esse, talem penitentiam age, sicut in contractibus absolutis sub certa pena obligantibus, quibus solutis adhuc tenent contractus, non autem sicut in contractibus conditionatis, a quibus absolvuntur, quibus conditio non adimpletur. Equipollent enim tales contractus disiunctive: si facias hoc vel hoc, et quodcumque feceris, eris immunis a culpa et a pena. Non sic possunt intelligi pene in constitutionibus appositè ut dicatur: si vis comedere carnes, ieiuna tribus diebus in pane et aqua, et tres disciplinas in capitulo recipe, vel facias hanc penitentiam, vel illam observantiam; nam semper obligatur ad observantiam, etiam si per annum ieiunaret in terra. Sed si fecisti transgressionem, age penitentiam et mundaris a culpa. Non mireris si dixi: mundaris a culpa, cum dictum sit: non obligant constitutiones ad culpam, nam secundum lucidam sancti doctoris doctrinam P. I q. 48 a. 6, et clarius IV Sent. d. 46 q. 2 a. 3, nulla pena infertur sine culpa commissa vel committenda per se vel per alium. De commissa patet in Adam, cui pro culpa iam perpetrata, data est penitentia; Gen. 3 [17-19]. De perpetranda habetur de Abimelech, qui cum esset iustus et innocens, correptus est in familia sua, ne peccaret in Saray uxorem Abraham; Gen. [20, 18]. De aliena vero habemus regulam iuris in Sexto: « Sine culpa, nisi subsit causa, non est aliquis puniendus »¹⁷. Hinc est quod eedem constitutiones que dicunt ad culpam

¹⁴ Const. O. P. Dist. I, c. 17.

¹⁵ Const. O. P. Dist. II, c. 10.

¹⁶ Sexti Decret. 5, 12, Reg. 5.

¹⁷ Sexti Decret. 5, 12, Reg. 23.

se non obligare, tractant de levi culpa, gravi culpa, graviori culpa, gravissima culpa, et sepius in ipsis capitulis transgressiones nominant culpas. Similiter vocatur cottidianum capitulum « capitulum de culpis », in quo precipue corriguntur transgressores constitutionum. Nec est culpa¹⁸, si rationabili causa agatur contra statuta. Ideo fuit dictum: non obligent ad culpam. Est levis culpa si ex levitate vel fragilitate, est gravior¹⁹ si ex aliqua parva malitia, est gravior si ex maiori, est gravissima si per contemptum transgressio committatur. Ex hiis omnibus colligo, quod illa que non compensantur penis, et totaliter prohibentur, includunt culpam gravissimam, quia sunt contra omnem obedientiam [et] extra omnem au[c]toritatem. Tale est possessiones in ordinem inducere, in communi vel particulari, quod est omnino negatum, et nulla causa concessum, sicut nulla pena recompensatum.

Que[dam] verò sunt presupposita quasi per se nota, sicut color habitus, de quo non habetur in regula neque in constitutionibus, nisi incidenter in capitulo: « de conversis »²⁰, et similia. Et tamen si quis portaret capam rubeam et tunicam ceruleam, diceretur apostata [et] excommunicatus a iure iuridice, et per consequens mortaliter peccare. Et quis dubitat maius peccatum esse possessiones habere et concedere, tam sollempniter ab ordine reprobatis, a constitutionibus interdictas²¹, que etiam totum inficiunt ordinem, quam ferre unum fratrem habitum dissimilem consuetudini, quem omnes alii abhorrerent, et potius derideretur quam imitaretur. At viscus possessionum inceptus (219^v) omnes tenere querit, tenetque mentes eorum, quorum non potest corpora possidere. Nonne hoc est peccatum, et si peccatum, nonne obstinatum, et si obstinatum, nonne mortale? Quia igitur scienter nulla de causa sicut in articulo XI²² est dicendum, peccare debemus, etiam venialiter, nullo modo permittere debes fratres tuos possessiones habere. Potest et aliter non incongrue dici, quod per constitutiones determinatur circa que possint prelati ordinis suis subditis imperare. Si enim prelati artiore vitam uni vel pluribus, etiam precipiendo, mandaret quam constitutiones habeant, nisi iusta causa id ageret, loco penitentie bene merite, non tenentur subditi obedire, sicut notat expresse

¹⁸ Nec est culpa F] Non autem est levis culpa B.

¹⁹ gravior B.

²⁰ Const. O. P. Dist. II, c. 15.

²¹ reprobatis... interdictis B.

²² Il développe cette idée dans l'article XI: Quid agendum sit fratribus predicatoribus victu atque vestitu deficientibus eis; cf. ff. 243 ss.

Hugutius XII q. 2 [c.]: *Non dicatis*²³; per iura: 74 dist., [c.]: *Gesta*²⁴; 15 q. 1 [c.]: *Non est*²⁵; 20 q. 3 [c.]: *Presens*²⁶.

Item si mandat prelati subdito aliquid agendum contra constitutiones, ut lineis uti, comedere carnes, equitare, pecuniam in via portare et huiusmodi, non solum potest sine culpa ab obedientia resilire, sed debet, nisi subsit indigentia, operatione resistere. Unde dicit Hostiensis super cap.: « Cum ad monasterium »: « hec est veritas, quod monachus debet a carnibus abstinere, nisi propter debilitatem, infirmitatem, aut nimiam fragilitatem, quidquid ab aliis dicatur »²⁷. Hec ipse. Debet tamen religiosus in omnibus licitis suo superiori obedire, ut notat Laurentius XI q. 2 [c.]: *Qui iustus*²⁸, et de hoc infra.

Non solum ergo constitutiones determinant modum vivendi, ut notatur in prologo, sed et potestatem prelatorum, ne furtive sibi usurpent potestatem, non concessam sibi.

Propter hoc statuerunt sic profitendum: promitto obedientiam secundum regulam et constitutiones. Si igitur magister ordinis, aut capitulum generale vel provinciale, vel quisque prior provincialis, alicui conventui valenti et volenti eligere, de plenitudine potestatis preficeret aliquem in priorem, nonne illi intruso dicitur: Amice, quomodo huc intrasti, non habens vestem nuptialem? Non es pastor sed lupus. Et quare? Quia constitutiones hanc auctoritatem committentibus²⁹ non concedunt. Quid igitur dicam, si prelati quisque vel quodlibet capitulum, alicui communiter vel privatim dat licentiam a constitutionibus sibi negatam, nonne ipsum aggrediar iuste, evaginato gladio veritatis offense eum transverberans, ut noverit se presumptuosum latronem et furem, « quia non per hostium, sed aliunde casurus ascendit »³⁰. Quia igitur constitutiones in capitulo: de domibus concedendis³¹, expresse prohibent usum possessionum, dicentes « possessiones seu redditus

²³ Cité dans le commentaire de l'Archidiacre sur Grat. 2, 12, 1, 11; éd. 1577 f. 225 — Il faut lire: q. 1.

²⁴ Grat. 1, 74, 2 = Decret. Grat. P. I, Dist. 74, cap. 2.

²⁵ Grat. 2, 15, 1, 10.

²⁶ Grat. 2, 20, 3, 4.

²⁷ Commentaire sur Greg. 3, 35, 6; Henrici de Segusio, cardinalis Hostiensis, In tertium Decretalium librum commentaria, Venetiis 1581, f. 133^v; cf. Ioan. Andr., Novella, III, f. 178^v.

²⁸ Laurentius Hispanus, dans le Comment. de l'Archidiacre sur Grat. 2, 11, 3, 90; éd. 1577 f. 221^v.

²⁹ committentibus F] in immittentibus B.

³⁰ Ioh. 10, 1.

³¹ Const. O. P. Dist. II, c. 1.

annuales nullo modo recipiantur », et in capitulo: de capitulo generalissimo³², dispensatio talium ab omni potestate ordinis auferatur, restat immane sacrilegium esse, talibus uti, aut quod utantur a quoquam concedi. In illo enim capitulo sic inter cetera continetur: « in quo fratres omnes vota sua unanimiter transtulerunt, eisdem potestatem plenariam concedentes, ut quidquid ab eis fieret, sive in constituendo, mutando, addendo vel diminuendo, de cetero firmum ac stabile permaneret, neque licere alicui, quantecumque auctoritatis capitulo, eorum aliquid immutare, que ipsi statuerunt perpetuis temporibus permanere ». Et postea sequitur: « Constitutiones quasdam voluerunt inviolabiliter et immutabiliter et in perpetuum observari, videlicet de possessionibus et redditibus annualibus nullatenus recipiendis etc. ».

Quam clare patet quod hii patres, qui non hostes sed ordinis zelatores [fuerunt], volentes eum non destruere ut moderni, sed copiosius et fructuosius ampliare, scientes iura pariter cum theologia sincerius quam sciant nostri temporis quidam (220^r), de novo voventes altissimam paupertatem, quia dicitur « transtulerunt vota sua », ordinem in perpetuum obligarunt ne quoquam modo possessiones haberet aut redditus annuales, simpliciter irrevocandum; de qua tamen irrevocatione restat dicere in articulo octavo³³.

Quam ridiculum est hoc audire: propter informem rasuram obligor ad penitendum et nichilominus ipsam rasuram corrigere; si in consuetudinem duxi silentium non tenere, gravem culpam incurro, ad quam cogor ferendam, et cum hoc ad silentium redire; et si possessiones habeo, tanta sollempnitate michi negatas, neque culpam incurro nec penam. Quid restat nisi abusive dicere: quicumque pecuniam pro viatico sine licentia portaverit in via, gravem culpam incurrat, et quisquis possessiones habet de rapina, quia de licentia non potest tenere, ut epularum copia delectetur et subdolis³⁴ potibus pro tanta virtute ad libitum vacet.

Restat in hoc articulo videre secundo: quid intelligimus per preceptum quo ad culpam constitutiones ligare noscuntur.

Primo notandum differentiam esse secundum iura inter mandatum et preceptum. Dicit enim Archidiaconus³⁵, 14 q. 1 [c.]: *Quisquis*; « Scias quod iussio differt a mandato. Iussio enim importat necessitatem, mandatum liberi obsequii prestationem ». Sed proprius loquitur in capitulo

³² Const. O. P. Dist. II, c. 10.

³³ Cf. fol. 234^r-238^v: « An liceat capitulo generalissimo Ordini concedere quod habeat in communi vel particulari possessiones seu redditus annuales ».

³⁴ simbolis B F.

³⁵ Comment. sur Grat. 2, 14, 1, 3; éd. 1577 f. 244^v.

sequenti, dicens: « Notat hic Huguccio quod mandatum consistit inter consilium et preceptum; est enim ultra consilium et citra preceptum. Mandatum enim cogit sicut et preceptum, et peccatur si non adimpleatur. Et in hoc differt a consilio, et accedit ad preceptum. Sed pena non infligitur antequam verbum preceptionis recipiatur³⁶ et contempnatur; et in hoc differt a precepto et consonat consilio »; hec ibi³⁷.

Ad hunc sensum credo omnia in regulis et constitutionibus contenta, que per preceptum non exprimentur tacite vel expresse, sub mandato contineri, cum scribantur ut serventur, et non relinquunt liberam voluntatem, sicut faciunt simplicia consilia. Et si aliquibus circumstantiis aggravantur, faciliter dixerim equipollere preceptis, sicut de possessionibus non habendis credo posse concedi.

Sed pro clariori notitia veritatis dicam quod septem modis dicitur preceptum. Uno modo secundum naturam, quodlibet non sit voce prolatum aut scriptura mandatum, est tamen mente apud omnes conceptum, scriptum in tabulis cordis; ad Rom. 2 [16]. Talia sunt naturalia precepta, quibus rectus est mundus ab Adam usque ad mosaicam legem receptam. Hoc primo modo aliquialiter, ut michi videtur, cadit sub precepto omnibus religiosis in particulari nullatenus possessiones habere, et predicatoribus atque minoribus in communi ex toto carere. Nam sicut est naturale, quia de principiis substantie rei procedens, motus deorsum gravibus cunctis, et avi volare, sic et substantia monachus non habere proprium ut sepius dictum est et infra dicitur, et simpliciter de essentia constitutiva illorum duorum ordinum, altissimam paupertatem conservare. Credo enim quod si interrogarentur omnes, qui habent usum rationis distinctum: an fratres dictorum duorum ordinum habere debeant possessiones in particulari vel in communi, omnes qui terminos intelligerent, una voce responderent non, non minus quam si eis proponeretur: estne triangulus habens tres angulos equales duobus rectis, pro parte affirmativa sunt responsuri.

Secundo sunt precepta ex institutione divina. Hec obligant per sola verba imperativi modi prolata, sic[ut] patet de precepto primo homini dato: de omni, inquam, ligno paradisi etc.; Gen. 2 [16]. Non dixit « iubeo, mando, precipio », quia sua (220^v) auctoritas prevalet universis vocibus. Item per hoc simplex mandatum: « crescite et multiplicamini »³⁸ matrimonium sub precepto descendit; 26 dist. [c.].

³⁶ recipiatur F] adimpleatur B.

³⁷ Ed. 1577 f. 244^v.

³⁸ Gen. 1, 22.

*Demum*³⁹ Verba etiam imprecatoria aut comminatoria Dei equipollent vel stant pro precepto. Sic per illud: « maledictus qui non reliquerit semen super terram »⁴⁰, intelligitur datum preceptum de carnali copula coniugum causa prolis, sicut habetur in glosa⁴¹ 32 q. 2 c. 1^o. Per hanc viam dico esse preceptum viris perfectis, aut ad perfectionem tendentibus, quemadmodum sunt fratres predicatorum, de possessionibus abdicandis, per illud quod dixit Dominus primis parentibus, Gen. 1 [26]: « dominamini piscibus maris et volatilibus celi et bestiis terre »; ad intellectum psalmi dicentis et glosantis illud: « omnia subiecisti sub pedibus eius » etc.; Ps. 8 [8]. Hoc enim est vere dominari, scilicet calcare et pro melioribus abicere minus bona, ad quam perfectionem omnis sancta regula et iuste constitutiones intendunt.

Tertio modo dicuntur precepta que formaliter ex preceptis sequuntur, sicut correptio fraterna, elemosinarum largitio, quia sequuntur ex hoc precepto: « Diliges proximum tuum sicut te ipsum »⁴². Et similia obligant sicut precepta, teste veritate et sancto doctore, II^a II^e q. 31⁴³. Cum ergo ut sepius repetitum est, et forte repetendum, abdicatio realis et non fucata sit saltem in particulari de essentia religionis in communi, et sequitur propter hoc formaliter: Iohannes est religiosus, ergo peculio caret, non est dubium quod possessiones non habere in particulari, cadit sub precepto.

Item preceptum dicitur quarto modo per equipollentiam, quodlibet⁴⁴ legitimum votum; hoc est, quod⁴⁵ quilibet tenetur sub precepto votum emissum rite servare, sicut habetur ex capitulo: De voto et voti redemptione, « *Venientis* »⁴⁶. Per hanc viam, ea que uni sunt consilia, propter votum alteri transeunt in preceptum, quemadmodum hoc consilium cuidam iuveni datum: « si vis perfectus esse, vade et vende omnia que habes, et da pauperibus, et sequere me »⁴⁷. Omnibus religionum professis est determinatum preceptum quoad finem. Nam si religiosus est, non habet quod vendat, et si habet ex casu, tenetur

³⁹ Grat. 1, 26, 3. — Il faut lire, contre B F, *Deinde*.

⁴⁰ Cf. note suivante.

⁴¹ Glose sur Grat. 2, 32, 2, 1. — Bartholomaeus Brixiensis, In Decretum Gratiani, Romae 1582, col. 2105.

⁴² Matt. 19, 19.

⁴³ Plus spécialement II. II., q. 32 a. 5; q. 33 a. 2.

⁴⁴ enim *add.* B.

⁴⁵ quod F] propter hoc B.

⁴⁶ Greg. 3, 34, 2.

⁴⁷ Matt. 19, 21.

incontinenti pauperibus erogare, id est, sue religioni, sicut clare mandat, ymo precipit papa in capitulo: « Cum ad monasterium »⁴⁸, in principio. Et sic possessiones non habere [in particulari] cadit sub precepto ecclesie, que est maior quam fuit constitutio.

Dicitur preceptum quinto modo quod imperative profertur, formaliter vel equipollenter. Sic dixi supra, capitulo precedenti, secundum Clementem: De verborum significatione, c. *Exivi*⁴⁹, quod verba imperativi modi equipollent preceptis. Et idem per Archidiaconum in multis locis habetur, sicut 22 q. 2 [c.]: *Omne*⁵⁰. Eodem modo dicit idem Clemens ubi supra⁵¹: « Ordo communiter sentit, tenet et tenuit ab antiquo, quod ubicumque ponitur hoc vocabulum "teneantur", obtinet vim precepti ». Iuxta hunc sensum, quem tamen quoad omnia non approbo, cum unus loquatur de verbis contentis in regula beati Francisci, et alius de verbis prolatis in concilio vel a papa, prohibitio possessionum per constitutiones tam in communi quam in particulari, vim precepti teneat et secundum regulam absque omni hesitatione quoad particulares fratres pro precepto debet haberi. Hoc senserunt et determinaverunt iuris doctores domini Franciscus domini Bici de Aretio⁵² et Lopus de Castilione⁵³, qui tractantes verba testamenti beati Dominici et determinationem factam in capitulo generalissimo, dicunt per istas constitutiones et mandata, quoniam ista verba non continent consilium, sed preceptum etc. ».

Decretum vel lex facta sexto dicitur stare pro precepto. Hinc Gratianus, dist. 4 [c.]: *Denique § hec*⁵⁴, sic dicit: « decretum necessitatem facit; exhortatio vero liberam voluntatem [excitat] ». Ubi dicit (221^r) glosa⁵⁵: « Decretum, id est, preceptum vel statutum ». Quia vero strictissimum statutum factum est de possessionibus non tenendis, iuxta hunc intellectum erit preceptum, contra quod venire pro[cul]dubio

⁴⁸ Greg. 3, 35, 6.

⁴⁹ In Clementinis, 5, II, I.

⁵⁰ Comment. sur Grat. 2, 22, 2, 16; éd. 1577 f. 297^r.

⁵¹ Clement. 5, II, I.

⁵² François, fils de Bico de Albergottis d'Arezzo (1304-1376), disciple de Baldo et professeur de droit civil à Florence; cf. G. Mazzuchelli, *Gli scrittori d'Italia*, t. I, P. I, Brescia 1753, 285; G. Tiraboschi, *Storia della letteratura italiana*, t. V, Milano 1823, 513.

⁵³ J. Fr. von Schulte, *Die Geschichte der Quellen u. Literatur d. Canonischen Rechts*, Bd. II, Stuttgart 1877, 270.

⁵⁴ Grat. I, 4, 6.

⁵⁵ Cf. Comment. de l'Archidiaque sur Grat. I, 4, 6; éd. 1577 f. 7^v.

foret mortale peccatum. Verumtamen non credo de precepto aliquo istorum modorum constitutiones intellexisse.

Et ideo dico septimo: preceptum esse hominis potestatem habentis iussionem, verbotenus expressam sub propria forma, cum intentione ligandi. Ex hoc sequitur, quod non expedit ad formationem precepti uti circumlocutionibus, nisi forte ad maiorem expressionem, vel terrorem subditorum, sicut est: in virtute [sancte] obedientie et spiritus sancti, et huiusmodi. Sed sufficit si dicat prelatus: precipio, iubeo, prohibeo, inhihero etc. Istud patet legentibus iura, in quibus sepe formatur preceptum, simpliciter dicendo: precipimus, et huiusmodi; De consecratione, dist. prima, [c.]: *Missas*⁵⁶, et locis innumerabilibus. Potest autem vim verborum a Christo domino pius lector suscipere late, qui cum esset formaliter Deus, non est dedignatus humanis vocibus loqui, ut in hiis sicut et in ceteris factis, se cunctorum ostenderet esse prefulgidam lucem. Aliquando enim loquitur insinuative, aliquando attractive, nonnumquam exceptive, interdum consultive, et quando volebat decretum formare et ad obligationem ligare, cum propriis articulis loquebatur imperative.

Insinuative: «Vulpes foveas habent et aves celi nidos⁵⁷ etc.». Per hoc enim detestari intendebat hominum quorundam versutiam et ambitionem, que peccatum important. Attractive vero loquitur cum dicit: «Beati pauperes spiritu»⁵⁸ et similia, per que auditores ad perfectiones suscipiendas invitabat. Exceptive vero loquens, aliquorum imperfectiones insinuans, bonis aliqua credebat, ut caverent ab illorum nequitiis, qui digni eis non erant. Hoc modo dicit: «Vobis datum est nosse misterium regni Dei, ceteris autem in parabolis etc.»⁵⁹. Sed ubi loquitur consultive, aut utitur simplici verbo imperativi modi ut ibi: «Dimitte mortuos sepelire mortuos suos, et tu vade et annuntia regnum Dei»⁶⁰, aut conditionaliter pandit suum mandatum sicut ibi: «Si vis perfectus esse, vade et vende omnia que habes, et da pauperibus, et sequere me»⁶¹, vel liberam voluntatem relinquit ut ibi: «Qui vult venire post me, abneget semetipsum etc.»⁶², sive excitat liberam voluntatem quemadmodum de consilio castitatis aiens, dicit: «Qui potest

⁵⁶ Grat. 3 (De cons.) I, 64.

⁵⁷ Matt. 8, 20; Luc. 9, 58.

⁵⁸ Luc. 6, 20.

⁵⁹ Marc. 4, 11.

⁶⁰ Luc. 9, 60.

⁶¹ Matt. 19, 21.

⁶² Matt. 16, 24.

capere, capiat »⁶³. Quando autem intendit obligare dicit: « hoc mando vobis »⁶⁴, vel « hoc est præceptum meum »⁶⁵, sive « mandatum novum do vobis etc. »⁶⁶.

Hec tetigerim imperfecte, ut per hanc formam loquendi videri possit, quid de vi verborum quorumcumque hominum statutum importet. Per hec ad quesitum. Nullibi denique in constitutionibus habetur formaliter fore præceptum de possessionibus non habendis. Unde si plus non esset dicendum, clare constaret, quod non foret peccatum possessiones habere. Verum quia si prior non concederet michi librum, et ego librum tenerem, et super hoc mandaret me reddere librum, ego furtum committerem, librum prefatum tenendo, non quia librum habeo quem me non habere constitutiones non precipiunt, sed quia nec obedio priori meo mandanti circa illud quod est de substantia religionis, et quia non solum præter sed contra licentiam teneo librum, quod est contra præceptum ecclesie, sicut supra dictum est per capitulum « Cum ad monasterium »⁶⁷, cum etiam ex voto tenear obedire in licitis et que sunt secundum constitutiones prelato meo, contra quod votum scienter et libere venire, est mortale peccatum. Nulli dubium erit, quod si pertinaciter teneo possessiones in particulari (221^v) vel in communi, generalissimo capitulo vetante, cuius auctoritas est maior auctoritate cuiuscumque⁶⁸ prelati ordinis, a mortali peccato me excusare non possum. Ex hiis non dubito formaliter sequi, quod fratres predicatorum qui possessiones habent, non possunt eas locare, vendere vel aliter alienare si longo tempore contra summorum pontificum concessionem et constitutionum, illas tenere, quia privilegium meretur amittere, qui sibi concessa abutitur potestate. Similiter non possunt inde exigere fructum, neque aliud quam renuntiare cum effectu, aliquantulum ordinare, sicut nec possessiones regis Francie distrahere vel fructus inde exigere, quas ille taliter curandas, ordini non commisit. Ista sequela patet ex eo, quod nichil rerum temporalium est monachi, quod suus superior vetuit habendum. Sequitur iterum, sicut supra etiam fuit illatum, quod qui ordinis predicatorum vivunt de redditibus exactis, de rapina vivunt et latrocinio, neque sunt in statu salutis.

⁶³ Matt. 19, 12.

⁶⁴ Ioan. 15, 17.

⁶⁵ Ioan. 15, 11.

⁶⁶ Ioan. 13, 34.

⁶⁷ Greg. 3, 35, 6.

⁶⁸ auctoritate cuiuscumque F] cuiuscumque auctoritate B.

Et fortassis dici posset secundum illam regulam — quod arguere a simili ratio valet — etiam expressam in iure: Extra, De translatione episcoporum, [c.]: *Inter corporalia* ⁶⁹ cum glosa ⁷⁰ [quod] argumentum posset teneri quod de possessionibus non habendis ⁷¹ sit preceptum, nam capitulum generalissimum ita mandavit inviolabiliter observari, quod diffinitores non preiudicent prioribus provincialibus, neque dicti priores diffinitoribus in suis diffinitionibus, sicut « quod possessiones non haberentur », et de primo est formatum preceptum in capitulo: de capitulo generali, in fine ⁷²; ergo a simili debet intelligi de secundo.

Verum quia istud argumentum potest ad oppositum retorqueri, est advertendum quod illud preceptum factum est ad terrorem et cavillationes, que possunt oriri, tollendas; nam si preiudicarent de facto, id non teneret de iure, cum non possit in id, quod per tale capitulum eis est interdictum; id enim possumus quod de iure possumus; 22 q. 2 [c.]: *Faciat* ⁷³. Insuper illud preceptum est trium capitulorum generalium constitutio nova.

Nunc dico similiter contemptum septem modis accipi, qui in pluribus, mortale peccatum inducit. Primo modo contemptus est voluntaria minorum transgressio vel despectio, quia minima sunt. Sic accipit glosa contemptum: 25 dist. § *criminis* ⁷⁴, tractans illud Augustini: « nulum est adeo veniale, quin fiat mortale dum placet ». Dicit enim sic: « id est, cuius assiduitas et contemptus vitandi veniale, non fiat mortale. Alii dicunt quod tantum ipse contemptus venialium mortale peccatum est, et tunc expone “ fit mortale ”, id est, tibi per contemptum fit mortale »; hec glosa. Hoc modo de contemptu loquebatur Apostolus, prime ad Cor. 11 [22], dicens: « An ecclesiam Dei contempnitis », id est « pauperes », ut glosa ⁷⁵ notat ibidem. Similiter loquitur Ysidorus de contemptu: XI q. 3, [c.]: *Pauper* ⁷⁶, ubi sic: « Pauper dum non habet quod offerat, non solum audiri contempnitur, sed etiam contra veritatem opprimitur ». Hoc modo contemptus constitutionum dicitur agere contra eas, quia minime obligant, aut ad minima obligant et ligant, sicut plerique eiusdem ordinis fratres dicunt, cum de harum transgressione

⁶⁹ Greg. 1, 7, 2.

⁷⁰ Comment. de l'*Hostiensis* sur Greg. 1, 7, 2 ? cf. éd. 1581 f. 82.

⁷¹ non *add.* B; *om.* F.

⁷² Const. O. P. Dist. II, c. 8.

⁷³ Grat. 2, 22, 2, 15.

⁷⁴ Glose sur Grat. 1, 25, 3, 4; éd. 1582 col. 162.

⁷⁵ Cf. Biblia sacra cum glossa interlineari..., VI, f. 50^r.

⁷⁶ Grat. 2, 11, 3, 72.

forte reprehenduntur, non advertentes quod secundum Psalmum [136, 9] « Beatus est qui tenebit » scilicet, perseveranter que promisit, « et allidet parvulos suos », id est minimos actus transgressionis, « ad petram », qui Christus est, per correctiones. Hec glosa est Salomonis, Prov. 1 [32] ⁷⁷ dicentis: « Aversio parvulorum interficiet eos », id est, contemptus parvulorum defectuum, sicut intellexit Ecclesiasticus, qui in cap. [19, 1] ⁷⁸ ait: Qui minima negligit, paulatim defluit.

Confirmatur totum per ipsas constitutiones in prologo dicentes: « ne si minima neglexerimus, paulatim defluamus ». Quod nobis evenisse per experientiam non est ignotum. Adde quod is contemptus non est de minimis, sed de maximis ab ordine institutis. Adde insuper quod hic contemptus per interpolationem excusari non potest, sicut multi alii, secundum (222^r) doctrinam ampliativam sancti doctoris II^a II^e q. 186 a. 9 ad 3^{um} argumentum; violare silentium, comedere carnes et huiusmodi non sunt continua; et fortassis qui comedit hodie, proponit non comedere cras, licet ex fragilitate etiam cum venerit crastinum, edat; sed habere possessiones est continuum. Nonne qui habet, habet etiam cum dormit, habet dum celebrat et huiusmodi. Est ergo perniciosus contemptus, exceptionem non admittens.

Secundo dicitur contemptus agere contra ordinata statuta sine debita licentia, aut absque causa evidenter rationabili. Prefato modo accipit contemptum textus et glosa Iohannis Andree in Novella ⁷⁹: De parochiis, c. 2. Ibi iubet ut diebus dominicis et festivis, quilibet parochialis ⁸⁰ de ecclesia sua expellat alienos parochianos, si qui ibi sunt, ad divina convenientes officia, proprio sacerdote contempto; ubi Iohannes Andreas presumitur « contemptus, nisi licentiam monstret, aut iustam causam ostendat ». Manifestum est autem quod audire missam in propria parochia, est consilium vel mandatum; sed non preceptum; alias enim multi clerici et seculares essent in mortali peccato, qui se putant in gratia fore. Et tamen hoc per contemptum transit in mortale. Cum ergo nullus ordinis huius conventus seu frater, licentiam habeat habendi possessiones, quia nullus potest dare, neque sit nec subsit causa rationabilis, sicut infra dicitur principaliter in articulo XI ⁸¹, restat indubie, quod tenere possessiones in particulari vel in communi, est constitutiones contempnere.

⁷⁷ Prov. 4 BF.

⁷⁸ cap.^o 3^o B] om. F.

⁷⁹ Comment. sur Greg. 3, 29, 2; éd. 1581 f. 133^r.

⁸⁰ parochialis F] parochianus B.

⁸¹ Cf. ff. 243^r-245^r: cf. note 22.

Dicitur contemptus tertio modo: voluntaria transgressio cuiuscumque debiti constituti, ex securitate impunitatis procedens. Hanc acceptionem ⁸² in Apostolo vide, ad Rom. 2 [4], dicente: « An divitias bonitatis eius, et patientie, et longanimitatis contempnitis? ». Ecce quod arguit illos qui secure peccabant, ex divina patientia impunitatem sibi promittentes. Hac peste sunt religiosi et clerici procliviores contra sua statuta quam layci, quia illi penis flagellorum, exilii, pecunie, mutilationis et mortis multantur; clerici vero sibi pro suis malis penas irrogari non norunt. Hoc malo proniores sunt homines transgredi divina quam humana mandata. Pavent enim penas presentes que irrogantur a lege, et fortassis debiliter credunt, que de futuro minantur. Non enim dubito, quod si religiosi tam sedule punirentur pro suis delictis iuxta disciplinam ordinis sui, quam perseveranter puniuntur layci a iudicibus suis, eorum leges servarent ad plenum. Nunc vero quia hoc non fit, ubi seculares metuunt, isti contempnunt, qui contemptus a crimine gravi, cum sit causa omnium malorum clericorum, excusari non potest.

Erit quarto modo contemptus acceptus: quedam obduratio ad transgrediendum proclivis, ex assiduitate consurgens delinquendi. Et facit ad hoc verbum Salomonis, Prov. 18 [3] dicentis: « Impius, cum in profundum malorum venerit, contempnit ». Sic si qui religiosi ex negligentia vel incuria servandi minora statutorum suorum ad hoc malum magnum prolapsi sunt, quod est possessiones habere, vel etiam ad deterius, quod nunc Deus extirpet, dicendi sunt contempnere, non tantum hominum statuta, sed [etiam] divina precepta.

Item dicatur contemptus: ex vana causa tumida aliorum despectio, sicut secundum scripturas divinas propter prolem mortalem, non tamen propriis virtutibus habitam, Saram Agar, Rachelem Lyam, Annam Fenenam contempsisse leguntur. Isto modo nescio ex quo caliginoso lumine, volunt se moderni preponere patribus, ymmo Christo, qui voluit et fieri posse scivit, et illi cum eo, sine possessionibus suos ordines esse. Hii autem audent dicere quod nec spiritualiter nec temporaliter tam bene vivi potest, possessionibus abdicatis quam ipsis receptis. Et quis es tu qui audeas tuam scientiam comparare (222^v) divine? Dicam comparare an preponere, quod est despiciere vel contempnere! Audi quid de simili tibi dixerit Deus ⁸³: « Si genuerit homo filium contumacem [et] protervum, qui non audiat patris ac matris

⁸² acceptionem F] exceptionem B.

⁸³ Deut. 21, 18.

imperium, et coercitus [obedire] contempserit, apprehendant eum et adducant ad seniores civitatis illius, et ad portam iudicii, dicentque ad eos: Filius noster iste protervus et contumax est, monita nostra audire contempnit, comessationibus vacat, luxurie atque conviviis; lapidibus obruet eum populus civitatis, et moriatur; ut auferatur malum de medio vestri, et universus Israel audiens pertranseat ». Quisquis sacre scripture fideles adhibet aures, patremque se putat sui ordinis fundatorem habere, religionemve matrem, superiora verba non contempnendo discutiatur, et sciat quod que loquitur, figurando « ad correctionem nostram, in quos fines seculi devenerunt »⁸⁴, operibus⁸⁵ intendit. Non enim reor minus obligari filios spirituales ad suos superiores, quam naturales ad eorum genitores, cum potior sit gratia quam natura; argumentum, Extra: De penis⁸⁶, cap. 2.

Sexto modo: idem est contempnere quod hoc preponere illi. Et quidem si postpono equale equali proprie dicitur acceptio personarum, vel obliquum iudicium. Si autem minori bono maius preponitur, illius minoris contemptus erit laudabilis et approbatus. Sic viri sancti propter eterna, peritura contempnunt. Sed si meliora deterioribus aut minus bonis subduntur, dicitur ille malus contemptus, de quo Dominus dicit; Matth. 6 [24] et Luc. 16 [13]: « Nemo potest duobus dominis servire etc. »; et sequitur: « unum sustinebit, et alterum contempnet ». Hec pertractans divus Augustinus, Questiones veteris ac nove legis⁸⁷, ait: « aut alteri adhaerebit, inquit, id est, dyabolo, cum eius premia temporalia sectatur, et alterum contempnet, scilicet, Deum, sicut solent divitias eius postponere cupiditatibus suis, qui de bonitate eius ad impunitatem sibi blandiuntur ». Item idem « De sermone Domini in monte » dicit⁸⁸: « Dixit autem, inquit Augustinus, alterum contempnet, non odio habebit; nullius enim fere conscientia Deum potest odisse; contempnit autem, id est, non timet eum, cum quasi de bonitate eius securus », spiritualibus temporalia preponit.

Ex dictis liquide patet, quod quicumque propter regnum celorum possessiones abdicavit, et respicit retro, ut ad caninum vomitum revertatur, male contempnit, quod bene aliquando contempsit⁸⁹. Hoc

⁸⁴ I Cor. 10, 11.

⁸⁵ operibus F] operiosus B.

⁸⁶ Greg. 5, 37, 2.

⁸⁷ Cf. chap. 92; PL 35, 2286; cf. Biblia sacra cum glossa interlineari, ordinaria et Nic. Lyrani postilla, V, Venetiis 1588, f. 26^v; 167r.

⁸⁸ Lib. II, c. 14; PL 34, 1290.

⁸⁹ contempsit F] commisit B.

est quod dicunt Bernardus ⁹⁰ et Archidiaconus ⁹¹, 12 q. 1 [c.]: *Certe statueram* glosantes, ubi sic: « Si quis renuntiat propriis et proprium habet, totus cecidit, quia perfectionem non servat ». « Beati, inquit Dominus, pauperes spiritu, quoniam ipsorum est regnum celorum » ⁹². Qui hanc accepit, Christo dicit cum Petro: « Ecce nos reliquimus omnia, et secuti sumus te » ⁹³. Et si desideras scire, quid proinde sis habiturus, attende Dominum mox respondentem: « centuplum accipietis, et vitam eternam possidebitis ». Verum qui Iudam sequitur, et ad peculium revertitur, nec hoc nec illud est habiturus cum Iuda.

Ultimo contemptus est secundum sanctum doctorem II^a II^e q. 186 a. 9 ad 3^{um} argumentum, ad propositum principaliter loquentem: « renuere subici ordinationi legi[s] vel regule ». Sic loquitur Dominus de contemptu populo suo, Lev. 26 [14-15] dicens: « Quod si non audieritis me, neque feceritis omnia mandata mea, et si spreveritis leges meas et iudicia mea contempseritis, ut non faciatis ea que a me conscripta sunt etc. ». Hic tangit precepta, sacrificia et legalia, sive maxima, minora et minima, et minatur penas, que non inferuntur nisi pro mortali peccato, si contempserint queque illorum. Simile Num. 15 [30], ubi inter penas peccatorum distinguens, non nisi morte mandat contemptum puniri. Iste est contemptus (223^r) propter quem Dominus dure percussit Ahas, 2 Par. 28.

Istum puto, cum sancto doctore, a constitutionibus principaliter intellectum contemptum, qui in capitulo: de gravissima culpa ⁹⁴, per totum, ordinatur puniri. Ibi enim dicitur sic: « gravissima culpa est incorrigibilitas illius, qui nec culpas timet admittere et penas ferre recusat ». Hoc autem debet intelligi de qualibet culpa maxime contra constitutiones commissa. Nam levis culpa est de hiis, que alias in constitutionibus non habentur. Gravis culpa est circa transgressiones eorum, que per constitutiones medio modo mandantur, sicut est de esu carnium, pecuniis in via portatis, equitaturis et huiusmodi. Gravior [pena] punit inobedientiam contra prelatos; gravissima circuit obstinatos circa universa.

Per hec ni fallor, ad propositum dubium facilius respondetur. Nam cum habere possessiones sit obviare ordini predicatorum, legi, consti-

⁹⁰ Bernardus de Bottone, cité par l'Archidiacre, cf. n. 91.

⁹¹ Comment. sur Grat. 2, 12, 1, 18; éd. 1577 f. 226^v.

⁹² Matt. 5, 3.

⁹³ Matt. 19, 27-29.

⁹⁴ Const. O. P. Dist. I, c. 19.

tutionibus et regule, quam sunt professi, addita renuntiatione sollempniter facta coram papa de possessionibus habendis, et contemptus, qui obligat ad mortale, sit renuere subici ordini, legi vel regule, certissimum est quod habere possessiones in particulari vel in communi, erit mortale peccatum secundum constitutiones. Puto igitur secundum intellectum constitutionum, voluntariam sine causa continuatam aliquandiu transgressionem, contemptum censi. Si quis enim studio impeditus, ad « Gloria » primi psalmi in choro non fuerit; si quis contemplatione abstractus, aut corpore gravi⁹⁵, non semper inclinatur profunde; si quis utitur lineis dum laneos pannos non potest habere; si quis sine licentia carnibus vescitur sub spe rati habitationis, et sic de similibus, non dicitur peccare, nec etiam venialiter; non enim contempnunt. Sed cum quis habet capas regales, et lineis utitur, repletus pecuniis, etiam ad prodigaliter sequendam, est sanus et tamen propter gulositatem tantum, vult fere continue carnibus uti, etiam in diebus illis quibus forte artius a novis legibus sunt specialiter interdicte, potest decenter omni die, tempore debito, aut saltem ter in ebdomada ieiunare, sed renuit, etiam ipsis sextis feriis, abstinere a cenis, nulla insuper licentia petita vel obtenta, et similia facere, que constitutiones vetant, in hiisque perseverare, quomodo a contemptu dampnabili tales se valeant excusare, non video; sed nec hoc vidit sanctus doctor ubi supra, nec aliquis qui usu rationis peditus est. Quanto dampnabilior est dicendus ille contemptus, quo contra tam artas sanctiones, quidam conventus vel fratres possessiones tenent penitus inconcessas aut teneri concedunt seu permittunt, obviare valentes. Hec mala extirpare labora, pater dilecte, ne particeps efficiaris illorum. Et sic terminetur presens articulus quartus.

[*Quid importatur per professionem tacitam vel expressam*]

De quinto articulo nonnulli sentiunt nude fortassis et rude, verba professionis ipsi professioni vim prefigere iuris, dicentes quod ad tantum obligant precise quantum ipsa primo sonare videntur, habentes pro se, ut aiunt, sanctum doctorem II^a II^e q. 186 a. 9 ad primum argumentum. Isti ex sua positione concludunt: fratres minores ex vi professionis ad omnia puncta regule sue sub precepto teneri, quia voto se obligant, vitam illam et regulam semper servare. In hoc autem parum distant a determinatione Clementis, in c. « *Exivi* »⁹⁶, qui etiam ex vi

⁹⁵ corpore gravi F] corpore corpore gravis B.

⁹⁶ Clement. 5, 11, 1.

regule vult fere omnia sub precepto teneri, paucis exceptis, que ad tria principalia vota non videntur aliququaliter pertinere. Simile potest dici de qualibet regula. Non enim aliter intelligenda sunt verba beati Francisci quam Augustini vel Benedicti, cum constat eos eodem spiritu fuisse locutos. Sic autem dicendo, tunc omnia in regula Augustini ad tria vota principalia spectantia, caderent sub precepto, quod oportet credi propter auctoritatem pape sic declarantis. Tunc igitur ad questionem esset responsurum, quod si habere extra communitatem vel locum communem tunicam, est sub precepto, (223^v) multo a fortiori habere possessiones, cum sit contra ius commune atque privatum, sicut sepe est declaratum. Iterum hii dicunt eos qui profitentur vivere secundum regulam, obligari solum aliqua puncta regule servare, determinanda pro libito voluntatis, quasi li « secundum regulam » non distributive, sed stet confuse tantum, ut si voveo dicens: promitto homini obedire in libertate mea, hominem, cui obedientiam reddam et in quibus, eligere ad placitum mei. Sic qui profitentur stabilitatem, morum mutationem in melius secundum regulam et obedientiam, si tantum in duobus passibus regule obedientia ⁹⁷ eorum et morum mutatio cum stabilitate consistant, non sunt rei voti, quidquid ulterius agant, tribus principalibus votis communiter observatis. Sufficit enim secundum istos si mores mutant, quia aliquando servant silentium et a carnibus interdum ieiunant, atque in hiis duobus solum obediant prelati suis. « Pluralis enim locutio numero duorum est contenta »; Extra: De iudiciis, [c.] *Novit* ⁹⁸; De testamentis, [c.] *Cum esses* ⁹⁹; De testibus, [c.] *In omni* ¹⁰⁰; De regulis iuris, in Sexto ¹⁰¹.

Sed de hiis nugis et sophisticis dictis, nolo habere sermonem; per se enim patent derisoria fore, et eorum fautores in dispendium animarum suarum et aliorum, si possint, dyabolicam loycam didicisse. Fratres vero predicatorum, ex vi professionis, non obligantur sub precepto, ut isti dicunt, nisi ad tria vota principalia, et prelati suis secundum regulam et constitutiones in forma precipientibus eis aliquid agere, vel cum precepto de transgressionibus imponentibus penam, integraliter obedire et aliter non. Eorum autem evidens ratio est, quia eorum professio in constitutionibus ordinata, que non obligat ad culpam sed ad

⁹⁷ obedientia F] obedientiam B.

⁹⁸ Greg. 2, 1, 13.

⁹⁹ Greg. 3, 26, 10.

¹⁰⁰ Greg. 2, 20, 4. — A lire *In omni*.

¹⁰¹ Sexti Decret. 5, 12, Reg. 40.

pénam, est hec: promitto obedientiam Deo et beate Marie et beato Dominico et tibi prelato, quod ero tibi obediens secundum regulam et constitutiones tuisque successoribus usque ad mortem. Certum est autem quod nullus obligatur per votum, nisi quantum voce exprimit et intentione concepit se obligare. Vox autem exprimit obedire secundum regulam et constitutiones manda[n]ti et non plus. Intentio vero refertur ad constitutiones, que non obligant ad culpam, nisi per preceptum vel contemptum. Contemptus autem secundum quedam verba involuta eorum, non est nisi quando quis expresse verbo dicit: hoc ago, contempno. Fundant autem hanc suam opinionem in dictis sancti doctoris II^a II^e q. 186 a, 9 dicentis: professionem fratrum predicatorum cautissimam fore, quia non promittunt, preter obedire, aliquid de contentis in regula et constitutionibus observare. Ad idem facit, nam volo eos iuvare, illud Iohannis Andree in Novella¹⁰²: Ne clerici vel monachi, c. *Relatum*, dicentis: « Commendatur per hoc regula predicatorum, per quam transgressores constitutionum ad penam obligantur, sed non ad mortale, in hiis que per se non sunt mortalia ». Vocat autem regulam ipsum ordinem, non compilationem beati Augustini.

Vellem pro salute animarum sic loquentium, ut saltem in hiis se crederent dicere verum, ut abstinerent a violatione trium votorum, preceptorum et sententiarum per censuram ecclesiasticam, que non minus contempnunt quam loqui ubi et quando et quidquid volunt, et de vituperatis ab Apostolo non essent, qui « dicentes se sapientes, stulti facti sunt, et evanuerunt in cogitationibus suis », cum ceteris que tremende sequuntur; ad Rom. in cap. primo. Hii nescire videntur quid sit obedire, cum id dicatur precipuum et magis annexum religioni, quam sit paupertas vel continentia, testibus sancto doctore¹⁰³ ubi nunc supra articulo¹⁰⁴ 8, et Iohanne Andrea in Novella super c. *Cum ad monasterium*¹⁰⁵, post medium. Ad hanc tenentur omnes professi tacite vel expresse, etiam si voventes expresse de obedientia nullam faciant mentionem.

Est ergo in ordine predicatorum duplex obedientia pensanda: una iuris communis et essentialis, et alia iuris (223^r) privati et accidentalis. Obedientia iuris communis, que est cuilibet religioni substantialiter

¹⁰² Comment. sur Greg. 3, 50, 7; éd. 1581 f. 242^r.

¹⁰³ Cf. II. II., q. 186 a. 8.

¹⁰⁴ Cf. ff. 234^r-238^v.

¹⁰⁵ Comment. sur Greg. 3, 35, 6; éd. 1581 f. 179^r.

annexa, est renuntiassse proprie voluntati; 12 q. 1 [c.]: *Non dicatis*¹⁰⁶, per Augustinum, et universaliter in omnibus licitis suorum superiorum obtemperare mandatis. Hec est doctrina apostolica, ymo divina. « Oportet, inquit, primo obedire Deo, deinde hominibus »¹⁰⁷. Hec est doctrina sanctorum, XI q. 3 [c.]: *Si quis episcopus*¹⁰⁸; c. *Non enim*¹⁰⁹; c. *Si Dominus*¹¹⁰, et multis sequentibus. Hec est doctrina iuris ecclesiastici, Extra: De maiori et obedientia¹¹¹, quasi per totum. Unde in capitulo [5^o]¹¹² illud dicitur: « Cum spiritualia sint corporalibus digniora, et obedientia sit melior quam victime, et auscultare¹¹³ magis quam adipem arietum offerre, I Reg. 15 [22], non debuit Hidelfonsus episcopus pro temporali com[m]odo inobedientie notam incurrere », ubi glosa¹¹⁴: occasione sive pretextu pietatis non est facienda impietas¹¹⁵, ut I q. 1 [c.]: *Non est putanda*¹¹⁶; 14 q. 5 [c.]: *Fortē*¹¹⁷; argumentum 30 q. 1 [c.]: *Nosse*¹¹⁸; item eodem titulo, c. *Cum in ecclesiis*¹¹⁹. Sed canonici in hiis que secundum Deum sunt, debent obedire prelati suis, aliter excommunicentur. Constat autem quod excommunicatio non nisi pro mortali peccato est inferenda secundum sanctum doctorem, IV Sent. d. 18 q. 3 a. 3. Hec determinatio probatur: 11 q. 3, [c.] *Ut centum*¹²⁰; Extra: Ut lite non contestata, [c. *Quoniam*] *frequenter*¹²¹; De verborum significatione, [c.]: *Ex parte*¹²². Tantum enim annectitur hec obedientia religioni, quod licet secundum Gratianum non religiosi teneantur suis obedire prelati in hiis que sunt secundum Deum et ad eorum iurisdictionem spectant, ut patet 11 q. 3 [c.]: *Qui iustus*¹²³, per 14 auctoritates sanctorum doctorum, tamen « monachi qui,

¹⁰⁶ Grat. 2, 12, 1, 11.

¹⁰⁷ Act. 5, 29.

¹⁰⁸ Grat. 2, 11, 3, 91.

¹⁰⁹ Grat. 2, 11, 3, 92. — A lire: *Non semper*.

¹¹⁰ Grat. 2, 11, 3, 93.

¹¹¹ Greg. 1, 33.

¹¹² Greg. 1, 33, 5.

¹¹³ auscultare F] abscultare B.

¹¹⁴ Glose sur Grat. 2, 1, 1, 27; éd. 1582, c. 674; cf. c. 1406, 2056.

¹¹⁵ ubi glosa... impietas F] om. B.

¹¹⁶ Grat. 2, 1, 1, 27.

¹¹⁷ Grat. 2, 14, 5, 3.

¹¹⁸ Grat. 2, 30, 1, 3.

¹¹⁹ Greg. 1, 33, 10.

¹²⁰ Grat. 2, 3, 43. — A lire: *Certum*.

¹²¹ Greg. 2, 6, 5.

¹²² Greg. 5, 40, 23.

¹²³ Grat. 2, 11, 3, 90.

secundum Laurentium, propriam non habent voluntatem, non distinguunt in eo quod precipit eis eorum abbas, an sit de eius officio, quia semper tenentur ei¹²⁴ obedire in licitis ». Hoc totum notat Archidiaconus in prenominateo capitulo: *Qui iustus § Item*¹²⁵. Adhuc ad hanc obedientiam, religioni consubstantialem, pertinet non obedire inferioribus prelati adversus obedientiam superiorum. Argumentum, Extra: De maiortate et obedientia, [c.]: *Quod super*¹²⁶, et capitulo penultimo¹²⁷, ubi dicitur: « Cum inferior potioem solvere nequeat vel ligare, sed potior inferiorem liget regulariter et absolvat, et satis absolute videatur ut filius potestatem habeat in parentem etc. ».

Ad hoc autem virorum perfectorum tendit obedientia iuris privati, accidentalit vel particularit, quam vocaliter exprimunt profitentes fratres predicatorit, ut scilicet excipiant casut in quibut nolunt tuit obedire prelatit, se¹²⁸ ad maiorem artitudinem obligantit, quam tinit per communem obedientiam obligati. Hanc autem obedientiam exprimunt constitutionit, et illoa casut notant per quoa obligantur, non ad culpam sed ad penam. Nam si simpliciter religionem voveo, prelato meo mandanti ut non dicam officium — si non sum in sacrit — ut carnet comedam mane et sero etiam ientaculando et merendendo¹²⁹, quod equitem pretioat mulat et ornataa, quod bittit induar et vestibut pretioatit, cum similibut que non tuint contra Deum, indubie teneor obedire. Talit enim erat antiquorum obedientia, ut in Vitas patrum et collationibut notatur frequentit, qui nullat adversut talea deliciaa constitutionit habebant. At vero viri sapientit, nolentit quocumque modo ab arta via recedere penitendi, per constitutionit talitit posse mandari, licet non rationabiliter posse dispensari, auctoritatem a presidentibut abstulerunt. Facit ad hoc quod de institutione ordinis in legenda beati Dominici¹³⁰ dicitur: Fratret autem quadaa tibi artiorit vite consuetudineat assumentit quaa per formam constitutionum statuerunt etc. Quibut addite tuint alie per capitulum generalititimum, ticut in eodem capitulo continetur, et fere tinguilut annit adduntur, que per tria capitula extiterint approbata.

¹²⁴ eis BF.

¹²⁵ Comment. sur Grat. 2, II, 3, 90; éd. 1577, f. 221^v.

¹²⁶ Greg. I, 33, 9.

¹²⁷ Greg. I, 33, 16.

¹²⁸ se F] sed B.

¹²⁹ ienticulando et merendendo. F] genticulando et meriendendo B.

¹³⁰ Theodoricus de Apoldia, Libellus de vita et obitu et miraculit S. Dominici et de ordine quem instituit, cap. 5; éd. Acta SS. Aug. I, p. 575.

Clare igitur deducitur ex predictis, quod secundum formam constitutionum, si quicumque meus superior imperaverit me fratrem meum odire, resistam (224^v) dicendo: oportet primo obedire Deo, deinde hominibus. Si iubet me sanum ecclesie ieiunium irritare, contradicam, quia ecclesia maior te est. Si precipit absque legitima causa quod carnibus vescar, non obedio, quia constitutiones sunt te altiores. Contra statuta capitulorum, priore mandante, exhibeo me surdum, quia adversus superiorum edita potestatem non habet. In omnibus aliis plene iubenti parebo, ut exigit vera obedientia, religioni annexa; Extra: De maiori et obedientia, [c.]: *Cum in ecclesiis*¹³¹.

Queram enim ab adversariis, si prefatis non consentiunt veris, quid per professionem importare dicatur, si solum ligat iuxta sonum vocalem? Dicent obedire prelatis precipientibus solum in hiis que secundum regulam et constitutiones habentur. Si sic, potius se excipiunt ab obedientia profitentes, quam obedientiam promittant, cum de obedientia sicut nec de duobus aliis votis, religioni annexis, vovere non expediat, sicut dicitur, Extra: De maiori et obedientia, [c.]: *Legabatur*¹³². Esset enim sensus: promitto tibi non obedire nisi in his paucis. Et hoc est contra religionis substantiam. Nonne sic dicere esset in ordinibus discordias, rebelliones et lites nutrire? Precipiet namque prelatus michi domum purgare, operam in orto, cum non sim ad predicandum utilis, dormitorium custodire, ad istud vel illud etiam per scripturas respondere quesitum, et huius similia, que [non] nota[ta] sunt in regula vel constitutionibus, et respondebo: nolo, quia ad hec per professionem non sum obligatus. Odiosa sunt hec et religioni contraria. Erit igitur hec professionis sententia: promitto tibi obedientiam, et sub tua obedientia stare, vivendo secundum regulam et constitutiones, ad ipsam obligatus secundum quod obligare traduntur ab hiis qui sanius et mitius intelligunt ipsas. Nam licet regula secundum quosdam, ut superius dixi tota¹³³ sit sub precepto, tamen secundum alios pro magna parte est sub consilio. Quisquis autem creditur secundum se obligari ad id quod sue saluti et iuste commoditati est magis propinquum.

Item si professio solum secundum vocalem sonum est attendenda, quero quid importetur per primum, cum dicit: promitto obedientiam Deo? Numquid sensus erit¹³⁴: Deo et ceteris sanctis qui sequuntur,

¹³¹ Greg. I, 33, 10.

¹³² Greg. I, 33, 3.

¹³³ Cf. ff. 214^r-217^v.

¹³⁴ Numquid sensus erit F] om. B.

obedire promitto secundum regulas et constitutiones, aut simpliciter Deo ad obediendum se [obligare] de novo? Si primo modo, aut hoc est legem imponere Deo, quod non possit sibi aliud imperare quam sit in illis scriptum, aut se obligare per votum ad observantiam regule et constitutionum. Primum est derisibile et nugatorium, secundum est formidabile et nimis obligatorium. Si datur sensus secundus, promittitne Deo obedientiam generalem, specialem an singularem? Si generalem, tunc obligat se ad omnia consilia divina, et per consequens possessiones non retinere, neque quodvis aliud peculium, quoniam sic dixit Deus et homo, in testamento utroque, a religiosis esse servandum. In testamento veteri enim vetuit levitas possessiones habere, in quorum loco mendicantes aliquantulum succedunt postquam, concedente Silvestro, clerus possessiones accepit. In novo vero mandat omnia vendi vel dimitti et se imitari. Si specialem obedientiam spondet, id est, preceptorum, hoc est pueriliter dictum, cum sine tali voto ad illa sit obligatus. At si dicatur quod singularem promittit, quam sit hoc presumptuosum et vanum, consideranti relinquo. Expectabit quod Deus sibi specialiter revelet, cum Samuele et aliis sanctis prophetis, quid ab ipso sit faciendum.

Quidquid autem sit sentiendum de obedientia Deo per professionem illam promissa, quid dicemus de virgine gloriosa, quia addit: et beate Marie. Sive de preteritis sive de futuris imperandis ab ipsa id exponatur, ad rem non pertinere scietur. Nam si sensus est: obediam hiis (225^r) que virgo iam est certum mandasse, cum ipsa dixerit filio suo demonstrato: quodcumque dixerit vobis, facite, et ipse dixit omnia consilia servanda, per votum erit ipse profitens obligatus. Si vero ad futura respicit solum, expectet ille cum quondam magistro Reginaldo¹³⁵ novum ordinis habitum, aut aliquid simile, non sine presumptione, recipere.

Tandem addit: et beato Dominico. Utinam sic crederemus profiteri, ut institutis beati patris Dominici, vita et verbis expressis, sciremus nos obligatos! Nam floreret spatiosus ordo Dominici rosis et liliis, violis cum croco, et sicut cynamomum et balsamum aromatizans, daret suavitatem odoris¹³⁶, continue egrediens de deserto, sicut virgula fumi ex aromatibus mirre et thuris et universi pulveris pigmentarii¹³⁷! Ti-

¹³⁵ Reginaldo F] Raynaldo B; cf. Mon. O. P. hist. XVI, 52, 235, 309, 395.

¹³⁶ Cf. Eccli. 24, 20.

¹³⁷ Cant. 3, 6.

merent hii maledictionem paternam contra ordinem predicatorum possessionibus maculantes, terribiliter irrogatam.

Dicamus igitur hos tres, verbis professionis, sicut vades sponsionis preponi et recipienti profitentes quasi fideiussores donari, secundum quod in contractibus spiritualibus consuevit servari, tam in veteri quam in novo testamento. Hos ledit et quasi negat professus si tribus illis testibus advocatis, que promittit, non servat, et contra se eos provocat in iudicio. Et vide quam notanter tria vota cum suis circumstantiis professurus, tres illos, Deum, beatam Mariam et beatum Dominicum tantum inducit, et ¹³⁸ non beatum Augustinum, secundum cuius regulam principaliter profitetur. Nam beatus Augustinus non fuit sine possessionibus quoad primum, non castus ante baptismum sed de concubina prolem, nomine [A]deodatum, suscepit quoad secundum, et non subditus sed prelatus, aliis imperans quoad tertium. Sed tres illi, in his tribus votis, fuerunt potissimi. Hoc patet de homine Deo, non habente ubi caput reclinaret, quoad paupertatem; virgine de virgine nato, quoad castitatem; qui non venit propriam voluntatem facere sed Patris, quoad obedientiam. Nota sunt hec de vade secunda, que etiam puella sive infantula, summi sacerdotis se subdidit discipline, et hoc quantum ad tertium; virum non cognovit, semper inexperta viri thori, et hoc quoad medium; tantumque paupertatem dilexit, ut non posset emere agnum pro oblatione filii sui nuperrime a magis ditissime munerata. At tertius assessor, beatus Dominicus, altissime paupertatis extitit ¹³⁹ patriarcha, virginitatem conservavit in evum, et tante obedientie bono floruit fervidus amator illius, ut nollet, cum tamen esset scientia plenus et spiritu, conscribere regulam sed eligere scriptam, ut obediret priusquam obediretur, et semper etiam magistratui ordinis renuntians, avidus ¹⁴⁰ subici filiis suis per obedientie saluberrimum bonum.

Item si aliter non obligat [professio] quam verba male intellecta videntur sonare, quid dicemus de fratre, propria voluntate stante in rure aut curiis principum, sine licentia utente carnibus, lineis, oleis, et cuncta faciente que operantur dissoluti curiales, que tamen de se non sunt mortalia, sed regula et constitutiones illa vetant, quem prelatus suus vocat et requirit, sed non per preceptum, sumusne dicturi quod talis sit sine culpa mortali et in statu salutis, quia, ut isti volunt, non facit contra professionem, cum per preceptum non sit a quoquam suo

¹³⁸ et F] ut B.

¹³⁹ extitit F] astitit B.

¹⁴⁰ avidus F] avidus B.

revocatus prelato? Absolvat Deus ordinem suum a similibus viris. Item cum prior unius conventus non sit proprie successor prioris alterius conventus dicendus, si frater professus Florentie mittatur Perusium, cui prior Perusinus aliquam salutarem penitentiam per preceptum iniungat, numquid sine culpa dicit ille: nolo tibi obedire, quia promisi obedientiam priori florentino et magistro ordinis et successoribus suis, quorum tu non es successor? Ita, si tantum sono vocis est standum, ad nil obligatur in ordine predicatorum tacite professus, quia voce nichil expressit. Vides (225^r) quam periculosa est tam infernalis doctrina, et quam iuri communi contraria.

Sed quid dicerent hii de fratre predicatore rite ad episcopatum assumpto! Certum est enim per iura canonica 16 q. 1, capitulis¹⁴¹ 2^o et 3^o, et q. 7 c. Nona¹⁴² et 18 q. 1, c. 1¹⁴³, et in glosa¹⁴⁴ hic, que incipit: « ab obedientia quam facit abbati », quod obligatur ad easdem observantias, ad quas obligatus erat subditus, illis exceptis que impediunt officium pastorale. Ubi Archidiaconus¹⁴⁵, cum Laurentio super ipso capitulo primo 18 q. 1 dicunt: « licet monachus ad episcopatum assumptus absolvatur ab obedientia et silentio, quoad alia monastici ordinis non absolvitur, quia non habebit proprium, 12 q. 1 [c.]: *Expedi*. Item portabit cucullam; Extra: De vita et honestate clericorum, in fine, licet quidam dicant contrarium; argumentum 12 dist. [c.]: *Illa*; 16 q. 7 [c.]: *In nova*; neque carnem comedet secundum Laurentium et Huguccionem; De cons. dist. 5, [c.]: *Carnem*. Non enim ex honore debet consequi peccandi licentiam; 40 dist., c. 1, secundum Laurentium ». Hec ibi.

Hic frater sic assumptus secundum istos, ad nichil ordinis erit simpliciter obligatus. Patet; promisit enim tantum, ut dicunt, obedire prelati, et ab illa sunt totaliter absoluti omnes episcopi. Quia ergo non sunt absoluti a sanctis statutis, sicut per allegata iura monstratur, restat quod professio ad aliquam observantiam regularem obligat, etiam si illam non iubeat prelatus.

Ex dictis liquido patet quod per professionem omnes profitentes obligantur ad regulares observantias, que per regulas et per propria statuta exprimuntur. Aliter tamen et aliter, sicut supra dictum est in articulo tertio¹⁴⁶, ubi pie creditur eis, qui mitius dicunt, regulam scilicet

¹⁴¹ Grat. 2, 16, 1, 2 § 3.

¹⁴² Grat. 2, 16, 7, 22.

¹⁴³ Grat. 2, 18, 1, 1.

¹⁴⁴ Glose sur Grat. 2, 18, 1, 1; Barth. Brix. éd. 1582, col. 1587.

¹⁴⁵ Comment. sur Grat. 2, 18, 1, 1; éd. 1577, f. 281^v.

¹⁴⁶ Cf. note 133.

beati Augustini, non quoad omnia fore sub precepto, et non illis qui persuadent sibi sub oneribus non esse, et aliis fabricant onera gravia et importabilia, et digito suo nolunt ea movere; Math. 23 [4].

Ad hanc partem me descendere non solum voluntas inclinatur, sed et ipsa iura. Nam « in obscuris minimum est sequendum »; Extra: De regulis iuris, in Sexto¹⁴⁷. Et « in penis benignior interpretatio est facienda »¹⁴⁸, sicut habetur ibidem. Bona est ergo professio, qua quis se obligat regulam observare, sed artissima est viris nondum perfectis, periculis plena. Melior, que [vivere] secundum regulam sponsonem facit. Cauta, que promittit secundum regulam mores mutare. Sed cautior, ymo cautissima, qua quis obligatur secundum regulam et constitutiones obedire prelati. Nam hec professio includit quidquid boni cetera professiones includunt et ultra aliarum, periculis animarum exclusis. Nam per ultimum modum profitendi promittitur observantia regularis integraliter, sicut per primum modum, sed absolvitur profitens a malo peccati mortalis, quod incurreret, si ex negligentia vel oblivione obmitteret aliquid de statutis, que ex vi primi modi profitendi, sub precepto venire dicuntur. Dico de tali negligentia et oblivione, que non excusant a mortali peccato in transgressionibus aliis quibuscumque. Hic iterum modus profitendi ultimus secundum regulam vivere, et mores in melius secundum illam mutare, promittit, sed tamen se non obligat ad culpam, dum non agit contra principaliter ordinata, aut quecumque alia per preceptum obligantia, vel non contempnit agenda.

Sed sibi hoc ultimo profitentes reservant, non posse per preceptum cogi a debito rigore ordinis ordinato descendere. Sepe enim contingit aliquos esse prelatos cervicosos vel presumptuosos sive etiam ignorantes, stolidos et malitiosos, qui suis subditis mandarent que non forent agenda; at illi timentes vim precepti, timidi ad peccandum et de mandato sui superioris iudicare metuentes, agerent que ad ordinis disciplinam destruendam penitus pertinent. Ad hec igitur mala cavenda, cautissime profitentur secundum (226^r) scripta obedire prelati. Qui ergo de temporalibus, quidquid habet religiosus, suo superiore vetante, pertinet ad culpam mortalem, magis quam qui celat rem sibi collatam, quem beatus Augustinus iubet furti iudicio condemnari, possessiones habere in communi vel [in] particulari, vetante capitulo generalissimo, quod per professionem omnes fratres predicatorum debent servare, non potest

¹⁴⁷ Sexti Decret. 5, 12, Reg. 30.

¹⁴⁸ Sexti Decret. 5, 12, Reg. 49.

a crimine furti, ymo latrocinii sive rapine absque sophismate excusari. Nonne gravius est peccatum, rem tenere, prohibente et reluctantante domino, quod pertinet ad rapinam, quam rem possidere alienam, inscio domino, quod dicimus furtum? Si pro litteris aut calamo latenter receptis, constitutiones tamquam contra fures, graviolem culpam vel penam graviori debitam culpe imponunt, et nichilominus res recepta restitui debet, que pena debetur possessiones habenti, querenti aut habere concedenti, quas haberi iura prohibent universa? Numquid in ordine tam pretioso verificabitur illud scelestium secularium, leges sanctas fore ad similitudinem tele araneorum, que minutissima capit, et deceptatur a magnis infrustra, si minora dicuntur puniri, et tam maxima aut tollerantur aut etiam procurantur induci? Sciant ergo se omnes possessionati ad restitutionem teneri, de hiis que recipiunt constitutione vetante, et dispensari posse negante.

Ergo tu, pater, qui olim ob amorem pauperrimi Crucifixi, opes deseruisti multas et pingues, possessionibus renuntiare coge subditos tuos, ne alieno malo dampneris, quintum sic terminando.